Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 20 novembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°769 ■

Chronique Eco

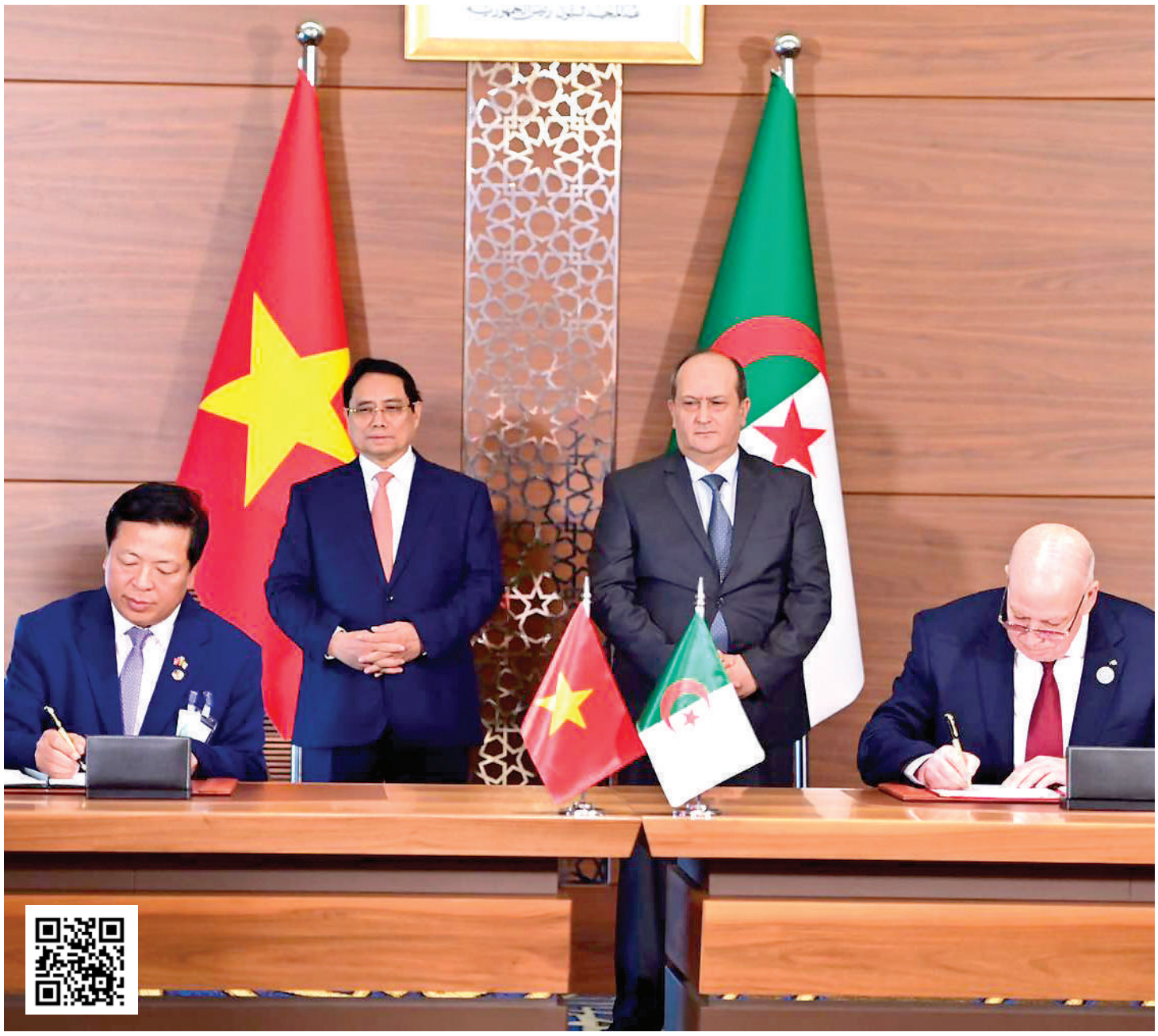
L'intégration Maghrébine : un objectif, un enjeu et un défi

P 16

ALGÉRIE- VIETNAM

Signature de plusieurs accords

L'Algérie et le Vietnam ont signé, hier à Alger, des accords et des mémorandums d'entente couvrant plusieurs secteurs, tels que le logement, les finances et l'éducation. La cérémonie a été présidée par le Premier ministre algérien, M. Sifi Ghrieb, et son homologue vietnamien, M. Pham Minh Chinh, en visite officielle en Algérie. P 3



ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ENTREPRENEURS

Les nouveautés de NESDA

La Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, organisée du 17 au 23 novembre à travers l'ensemble du territoire national sous le thème « Together Build », sert cette année de vitrine privilégiée aux nouvelles orientations de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Le dispositif se renouvelle en profondeur pour renforcer l'accompagnement des jeunes porteurs de projets et mieux répondre aux besoins réels du marché. P 2

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-ALLEMANDE

Des progrès «significatifs» dans l'hydrogène

La coopération énergétique entre l'Algérie et l'Allemagne a connu des avancées qualifiées de « significatives » dans le développement de l'hydrogène vert. Ce bilan positif a été établi mercredi à Alger, lors de la rencontre entre le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le secrétaire d'État bavarois à l'Économie, au Développement régional et à l'Énergie, Tobias Gotthardt, reçu avec une délégation de haut niveau. P 3

GESTION DE LA VASE DANS LES BARRAGES

L'ANBT explore de nouvelles solutions

La valorisation des vases de barrage s'impose avec acuité. Les différentes opérations de dragage menées par l'Algérie, via l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), ont certes contribué à la préservation des 81 barrages en service d'une capacité de stockage globale de 8,6 milliards m3. Toutefois, avec les changements climatiques marqués par des phénomènes de sécheresse et de pluies torrentielles, ces opérations de dévasement coûteuses pour le Trésor public s'avèrent «insuffisantes » à elles seules, d'où la nécessité de penser à d'autres méthodes d'appui afin de garantir un traitement efficace et surtout durable. P 5

PRÉSERVATION DU COUVERT VÉGÉTAL ET LA FAUNE

Lancement d'une campagne nationale technique par le ministère P 2

EXPLOITATION DE GARA DJEBILET ET ACHÈVEMENT DE LA LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE

Réunion de coordination entre trois ministères P 3

SALON INTERNATIONAL "ALGERIA WOODTECH"

Participation de plus de 120 exposants P 2

SALON INTERNATIONAL "ALGERIA WOODTECH"

Participation de plus de 120 exposants

La 4e édition du Salon international du bois, menuiserie, équipements & technologies "Algeria Woodtech" se déroulera du 22 au 25 novembre, au Palais des expositions-Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 120 exposants nationaux et étrangers représentant 10 pays, indique un communiqué des organisateurs. Cette manifestation économique spécialisée, où plus de 10.000 visiteurs professionnels et investisseurs dans ce domaine sont attendus, sera l'occasion de "découvrir les différentes technologies de pointe et les solutions innovantes, ainsi que les diverses ressources, allant des matières premières aux produits finis, y compris les accessoires, les équipements et les machines".
En marge de ce salon, qui verra la participation de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Tunisie, de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Egypte, de l'Indonésie, de l'Italie et de la Turquie, une conférence sur le secteur du bois et de l'ameublement, animée par des experts en la matière, sera organisée, en vue de mettre la lumière sur les nouveautés technologiques les plus récentes et les opportunités d'investissement dans ce secteur, selon le communiqué.

PORT D'ALGER

Réception de sept nouveaux chariots élévateurs

Le port d'Alger a réceptionné sept nouveaux chariots élévateurs, spécifiquement destinés au traitement des conteneurs, a indiqué le ministère dans un communiqué.
«Le port d'Alger renforce ses capacités logistiques avec l'acquisition de nouveaux chariots élévateurs. Conformément aux directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à développer les ports nationaux et à améliorer la qualité de leurs services, l'Entreprise du Port d'Alger a réceptionné sept (07) nouveaux chariots élévateurs, destinés principalement à la manutention des conteneurs», précise la même source. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme global visant à renforcer les capacités logistiques du port, en facilitant les opérations de chargement et de déchargement, et en réduisant la durée de séjour des navires, ce qui contribue à améliorer la rapidité et l'efficacité du travail au sein du port. Le ministère a précisé que ces chariots élévateurs seront principalement utilisés pour les opérations de déchargement et de chargement. Ils contribueront également à améliorer la performance au niveau des entrepôts et des navires, ce qui permettra d'accélérer le rythme de la manutention.

ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ENTREPRENEURS

Les nouveautés de NESDA

La Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, organisée du 17 au 23 novembre à travers l'ensemble du territoire national sous le thème « Together Build », sert cette année de vitrine privilégiée aux nouvelles orientations de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Le dispositif se renouvelle en profondeur pour renforcer l'accompagnement des jeunes porteurs de projets et mieux répondre aux besoins réels du marché.

Par M. A.

Le nouveau modèle d'accompagnement repose désormais sur une approche rigoureuse et certifiée : chaque promoteur doit suivre une formation dispensée par des formateurs accrédités par le Bureau international du travail avant d'obtenir l'attestation nécessaire au dépôt de son dossier. Le suivi s'étale ensuite dans le temps, avec trois visites obligatoires durant la première année, puis une visite annuelle pour garantir la continuité et corriger les éventuels dysfonctionnements. NESDA propose en outre un appui financier supplémentaire pour le fonds de roulement, pouvant atteindre un million de dinars, ainsi qu'un soutien à l'extension pour les micro-entreprises respectant les critères de croissance.
Parallèlement à ce dispositif renforcé, l'Agence a lancé deux plateformes numériques stratégiques pour structurer l'écosystème entrepreneurial. La première, le Small Business Hub, est opérationnelle depuis le 17 novembre. Elle agit comme un pont essentiel entre les micro-entreprises (dont plus de 2 000 sont déjà inscrites) et les grands opérateurs publics ou privés, facilitant leur accès au marché. La seconde, la plateforme « AL TAWTEEN», est spécialisée dans la substitution aux importations et vise à rapprocher les producteurs locaux des entreprises en quête d'intrants fabriqués en Algérie. « Ces outils sont conçus pour donner de la visibilité aux jeunes entrepreneurs et pour leur ouvrir l'accès à des marchés concrets.
Nous voulons qu'ils puissent devenir des maillons indispensables dans les chaînes de valeur nationales », a expliqué Adel Belkacemi, Directeur général des moyens généraux et du patrimoine de NESDA au micro de la « Chaîne III » de la radio nationale. Il a précisé que l'inscription à ces plateformes est gratuite et accompagnée d'un processus de certification.
Il a souligné que l'objectif central de l'agence est de créer un environnement plus lisible, plus agile et mieux connecté aux chaînes de valeur nationales. « Nous entrons dans une nouvelle phase où l'accompagnement ne se limite plus à financer un projet, mais à assurer sa viabilité, son intégration et sa croissance », a-t-il affirmé. Pour garantir un accès équitable sur tout le territoire, NESDA couvre aujourd'hui l'ensemble du pays avec ses 261 antennes locales, y compris dans les wilayas frontalières. Le responsable a insisté sur l'importance d'éviter aux jeunes entrepreneurs de devoir se déplacer vers les grandes villes pour concrétiser leurs idées, précisant que « Là où les besoins apparaissent, NESDA s'adapte et se déploie ». Pour dynamiser l'écosystème, NESDA mise sur une approche proactive pour identifier les segments économiques encore peu couverts. Si un besoin est détecté, l'agence peut encourager la création rapide de micro-entreprises dans ce domaine, en s'appuyant sur une banque d'idées issue des universités, des CDE et des instituts de formation. Les secteurs de l'agronomie, de l'élevage et des services restent les plus demandés. Enfin, dans la même dynamique d'ouverture et d'échange, NESDA participera du 6 au 8 décembre à la 4e édition du Congrès africain des startups, un événement majeur pour présenter l'expérience algérienne et échanger sur les meilleures pratiques d'accompagnement avec d'autres pays du continent.

PRÉSERVATION DU COUVERT VÉGÉTAL ET LA FAUNE

Lancement d'une campagne nationale technique par le ministère

Par R E.

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaoutar Krikou, a procédé mardi, depuis les hauteurs des forêts de Hadjret Ennous de Tipasa, affectées le week end dernier par des incendies, au lancement d'une campagne nationale technique visant la réhabilitation du couvert végétal et la préservation de la biodiversité animale.
La ministre, accompagnée du wali Amine Benchaoulia et du Directeur général des Forêts, Djamel Touahriaqui s'est rendue sur ce site afin de constater les dégâts environnementaux causés par les derniers incendies, a expliqué que la campagne s'inscrit dans le cadre d'un "programme préventif visant à proposer les mesures scientifiques et techniques nécessaires à la réhabilitation environnementale".
L'opération consiste à étudier et à évaluer l'ampleur des dommages subis par la ressource forestière et animale, ainsi que l'impact des incendies sur les sols et l'environnement, afin d'identifier des solutions scientifiques permettant la réhabilitation de la forêt et le rétablissement des conditions naturelles de vie des animaux, a-t-elle ajouté.
Cette campagne nationale d'envergure vise à identifier les dommages causés à la ressource animale et végétale par les incendies enregistrés dans certaines wilayas du pays. L'opération mobilise les institutions relevant du ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, dont l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable et l'Institut national des formations environnementales.
Mme. Krikou a aussi souligné que des experts du domaine procéderont, durant des sorties de terrain, à des analyses techniques approfondies portant sur l'état des sols et du couvert végétal endommagé, outre le recensement des espèces animales affectées.
La ministre a, par ailleurs, reçu des explications détaillées sur les conditions d'intervention des différents services de l'Etat lors des incendies qui se sont déclarés jeudi et vendredi derniers dans plusieurs massifs forestiers de l'Ouest de Tipasa. Elle a salué à cette occasion le courage et le dévouement des agents de la Protection civile, des services des Forêts ainsi que l'élan de solidarité des citoyens face au sinistre.

NUMÉRISATION DE LA GESTION ET DES SERVICES HÔTELIERS

70 gérants d'hôtels de 16 wilayas de l'Est du pays en formation

Soixante-dix (70) gérants d'hôtels des secteurs public et privé, issus de 16 wilayas de l'Est du pays, bénéficient actuellement à Constantine, d'une formation sur la gestion et des services hôteliers, initiée pour la première fois, par la direction de la wilaya du tourisme et de l'artisanat, a indiqué mercredi à l'APS son responsable, Riadh Dahmani. L'initiative de l'organisation, dans un hôtel privé de la circonscription administrative Ali Mendjeli de cette première session de formation régionale liée à ce sujet, intervient dans le cadre des orientations du ministère de tutelle visant l'évolution et le développement des compétences des responsables chargés de la gestion et de l'administration de ces structures hôtelières à travers l'adoption de la numérisation, tout en contribuant à dynamiser le secteur touristique et de multiplier les opportunités pour les touristes et les investisseurs, a indiqué, le même responsable.
Les principes de la transformation numérique dans les établissements hôteliers, le rôle de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA) dans l'amélioration de la qualité des services hôteliers, les plates-formes de réservation numérique, l'élaboration des plans numériques des structures hôtelières, le marketing et la gestion financière des hôtels, figurent parmi les thèmes débattus lors de cette formation de trois (3) jours, encadrée par des enseignants universitaires et chercheurs spécialisés, a-t-il souligné.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE- VIETNAM

Signature de plusieurs accords

L'Algérie et le Vietnam ont signé, hier à Alger, des accords et des mémorandums d'entente couvrant plusieurs secteurs, tels que le logement, les finances et l'éducation. La cérémonie a été présidée par le Premier ministre algérien, M. Sifi Ghrieb, et son homologue vietnamien, M. Pham Minh Chinh, en visite officielle en Algérie.

Synthèse S R.

Il s'agit notamment d'un mémorandum d'entente entre le ministère algérien du l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire et le ministère vietnamien de la Construction dans le domaine du logement, de l'urbanisme et du développement urbain, signé respectivement par le ministre Mohamed Tarik Belaribi, et son homologue vietnamien, Tran Hong Minh. Dans le secteur des finances, un avenant au protocole général sur le traitement des dettes entre les deux pays a été signé par le secrétaire général du ministère des Finances, Kamel Meraghni, et le vice-ministre vietnamien des Finances, Dong Tang Trang. Par ailleurs, un accord de coopération dans le secteur de l'éducation a été conclu entre les deux pays, signé la secrétaire générale du ministère de l'Éducation, côté algérien, et le vice-ministre vietnamien de l'Éducation et de la Formation, Le Quan.
Parmi les documents de coopération signés, figure un mémorandum d'entente entre l'Université des Sciences et Technologies « Houari Boumédiène » et l'Institut vietnamien des Postes et Télécommunications, signé côté algérien par le doyen de l'université, Djamel Eddine Akrache, et côté vietnamien par le directeur de l'institut, Dang Huai Bac. Dans le même cadre, une déclaration d'intention a également été signée entre le ministère algérien du Commerce et de la Promotion des Exportations et le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce concernant la coopération pour l'étude, l'évaluation et la promotion des négociations sur un accord commercial bilatéral préférentiel. Cette déclaration a été signée par le secrétaire général du ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, Abdeslam Djahnit, et le vice-ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce, Pham Thi Thang.
De son côté, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie et son homologue vietnamienne ont signé un mémorandum d'entente, conclu par le président de la Chambre algérienne, Tayeb Chabab, et son homologue vietnamien, Huy Si Hong. La cérémonie s'est achevée avec la signature du procès-verbal de la 13e session de la commission mixte algéro-vietnamienne, tenue à Alger les 16 et 17 novembre, par le ministre algérien de l'Industrie, Yahia Bachir, et le ministre vietnamien de la Construction, Tran Hong Minh.
Dans une déclaration conjointe avec son homologue vietnamien, le Premier ministre, Sifi Ghrieb a exprimé sa satisfaction quant aux résultats de cette « visite importante », qui ouvre « une nouvelle page et illustre la forte volonté commune des deux parties pour faire progresser la coopération dans tous les domaines », soulignant l'engagement du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à promouvoir la coopération avec la République amie du Vietnam, dans une approche renouvelée visant à construire un partenariat diversifié à la hauteur des relations historiques entre les deux pays. Il a également affirmé que « l'établissement d'un partenariat stratégique entre les deux pays constitue l'aboutissement d'une vision commune visant à exploiter toutes les opportunités de coopération disponibles dans divers domaines, notamment politique, militaire, sécuritaire et économique ».
M. Sifi Ghrieb a salué les discussions menées par les deux parties, qui ont permis « une évaluation complète de l'état des relations bilatérales et l'adoption d'un ensemble de mesures pratiques pour renforcer la coopération, notamment à travers l'intensification de la consultation politique et de la coordination diplomatique à tous les niveaux, ainsi que le renforcement de la coopération dans divers domaines tels que la défense, la sécurité et la lutte contre les menaces non conventionnelles, notamment la criminalité transfrontalière ». Les discussions ont également porté sur « les mécanismes d'encouragement des opérateurs économiques à explorer et exploiter les opportunités d'investissement et à établir des partenariats rentables, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de l'industrie et des infrastructures », ainsi que sur « le renforcement de la coopération décentralisée entre collectivités locales et la valorisation du jumelage existant entre la wilaya de Batna et la province vietnamienne de Dien Bien ». Il a été convenu de poursuivre également la coordination dans les forums internationaux et régionaux pour soutenir les efforts visant à établir un système international plus juste et équilibré, fondé sur le respect des principes de la Charte des Nations Unies, la non-ingérence dans les affaires des États et le renforcement de la coopération Sud-Sud.
Dans ce contexte, le Premier ministre a rappelé l'adhésion de l'Algérie à l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) en juillet dernier, soulignant que cela constitue une opportunité de poursuivre la coopération avec le Vietnam et d'autres pays membres de l'ASEAN, afin de bâtir un espace de coopération intégré et constructif, exprimant sa confiance que la demande de l'Algérie pour obtenir le statut de partenaire de dialogue sectoriel auprès de l'ASEAN recevra le soutien du Vietnam, en tant que membre influent de cette organisation. Pour sa part, le Premier ministre vietnamien a salué les réalisations accomplies par l'Algérie ces dernières années, ce qui contribuera, a-t-il ajouté, à « créer une force commune et à promouvoir la coopération pour servir les intérêts des deux pays ». Il a affirmé que les deux pays étaient parvenus à un « haut degré de consensus sur les principes et procédures visant à renforcer leurs relations », convenant de « faire évoluer ces relations vers un partenariat stratégique, reflétant un niveau élevé de confiance politique à tous les niveaux et élargissant le champ de la coopération dans tous les domaines ». Il a également indiqué que la rencontre avait permis de convenir de renforcer les échanges de délégations de haut niveau et de responsables locaux pour accroître la confiance et la compréhension mutuelle dans le domaine politique, et de soutenir les cadres bilatéraux et multilatéraux relatifs à l'économie, au commerce et à l'investissement.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-ALLEMANDE

Des progrès « significatifs » dans l'hydrogène

Par Adem A.

La coopération énergétique entre l'Algérie et l'Allemagne a connu des avancées qualifiées de « significatives » dans le développement de l'hydrogène vert. Ce bilan positif a été établi mercredi à Alger, lors de la rencontre entre le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le secrétaire d'État bavarois à l'Économie, au Développement régional et à l'Énergie, Tobias Gotthardt, reçu avec une délégation de haut niveau.
En présence de la secrétaire d'État chargée des mines, Karima Bekir Taffer, les deux parties ont passé en revue l'état du partenariat stratégique, mettant en avant les progrès enregistrés dans des projets structurants comme le corridor Sud de l'hydrogène (SoutH2 Corridor) et l'Alliance algéro-européenne pour l'hydrogène (ALTEH2A). Mohamed Arkab a insisté sur la profondeur de cette coopération et sur son importance pour l'avenir énergétique des deux pays. « Les progrès réalisés avec nos partenaires allemands sont concrets et mesurables. Ils confirment que l'Algérie est en train de devenir un acteur clé de l'hydrogène vert en Méditerranée », a-t-il affirmé, soulignant que les travaux du SoutH2 Corridor avancent conformément à la feuille de route convenue. Les deux responsables ont d'ailleurs salué les résultats de la réunion internationale tenue récemment à Berlin, consacrée à l'examen de l'avancement de ces projets stratégiques, y voyant le témoignage de la solidité et de la confiance mutuelle du partenariat.
Si l'hydrogène demeure un pilier central, les discussions ont également permis d'élargir le partenariat à d'autres segments énergétiques complémentaires. Les deux délégations ont ainsi exploré de nouvelles possibilités de collaboration englobant la commercialisation du gaz naturel, l'application de technologies à faible empreinte carbone dans l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que la fabrication d'électrolyseurs et d'équipements associés à l'hydrogène. Ce partenariat élargi touche aussi l'exploitation et la transformation de ressources minières, notamment le phosphate et la production d'engrais phosphatés, sans oublier la formation et le transfert de savoir-faire. A ce propos, M. Arkab a rappelé que l'Algérie finalise actuellement le cadre législatif et institutionnel destiné à encadrer l'économie de l'hydrogène : « Nous mettons en place les mécanismes nécessaires pour attirer des investissements solides, soutenir les chaînes de valeur locales et accélérer notre transition énergétique », a-t-il expliqué.
De son côté, Tobias Gotthardt a exprimé l'intérêt particulier de la région de Bavière pour le développement de l'hydrogène vert, qualifiant l'Algérie de partenaire stratégique pour l'Europe énergétique. « Les ambitions que nous portons ensemble sont à la hauteur des défis climatiques et industriels. L'Algérie dispose d'un potentiel exceptionnel, et la Bavière souhaite bâtir avec elle des projets durables et mutuellement bénéfiques », a-t-il déclaré. Les deux parties ont enfin souligné l'importance de consolider la coopération entre les entreprises algériennes et allemandes, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, identifiant le partage d'expériences, le transfert de technologies, la formation spécialisée et la réduction de l'empreinte carbone comme des axes priori.

EXPLOITATION DE GARA DJEBILET ET ACHÈVEMENT DE LA LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE

Réunion de coordination entre trois ministères

Par A. A.

Dans le cadre de la mise en œuvre des directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une réunion de coordination intersectorielle s'est tenue ce mercredi au ministère des Hydrocarbures et des Mines. Cette rencontre stratégique visait à suivre l'avancement du projet de l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet ainsi que la mise en service de la ligne ferroviaire minière Béchar – Tindouf – Gara Djebilet, essentielle au transport des matières premières, des marchandises et des passagers.
La réunion a été coprésidée par Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, et Abdelkader Djellaoui, ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base. Elle a réuni également la secrétaire d'État chargée des Mines, Karima Bekir Taffer, le secrétaire général représentant le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, ainsi que les responsables des entreprises impliquées dans le projet. Selon le communiqué officiel, les discussions ont porté sur les aspects techniques et opérationnels de l'extraction et du traitement du minerai de fer, ainsi que sur la progression des infrastructures de transport.
Le projet ferroviaire, long de 950 km, est considéré comme la colonne vertébrale de cette initiative industrielle. Son achèvement est prévu pour janvier 2026, tandis que l'exploitation locale du minerai de fer devrait démarrer dès le premier trimestre 2026.
Ce double lancement s'inscrit dans une stratégie nationale de valorisation des ressources minières et de souveraineté industrielle. Le Conseil des ministres a d'ailleurs validé la création de nouvelles usines de traitement du minerai dans les wilayas de Tindouf, Béchar et Naâma. Cela permettra la constitution d'une chaîne industrielle complète, reliant l'extraction, le traitement, la transformation et l'acheminement vers les complexes sidérurgiques nationaux. Le complexe Tosyali d'Oran recevra ainsi les premières cargaisons de minerai traité dès 2026.
Lors de la réunion, les ministres ont insisté sur le caractère historique de ce projet, qui représente un tournant majeur pour le développement économique et social des régions frontalières. Ce programme vise également à diversifier l'économie nationale hors hydrocarbures, en maximisant la valeur ajoutée locale et en consolidant la filière sidérurgique nationale.

ADE

Signature d'un contrat avec Djezzy pour moderniser son call center

L'Algérienne des Eaux (ADE) a signé, mardi à Alger, un contrat d'exécution avec l'opérateur de téléphonie mobile "Djezzy", portant modernisation de son call center à travers le déploiement d'une nouvelle solution technologique. L'accord a été signé par le directeur général de l'ADE, Mustapha Rekik, et le directeur général de Djezzy, Boumediene Senouci, lors d'une cérémonie en présence des cadres des deux institutions. Ce contrat, d'une durée de trois ans, porte sur le déploiement d'une solution Contact Center as a Service (CCaaS) "moderne et sécurisée", couvrant plusieurs wilayas, selon un communiqué de l'opérateur public. Il prévoit également un "accompagnement complet" des équipes de l'ADE à travers un support technique continu, est-il expliqué dans le communiqué de "Djezzy" qui s'engage, en outre, à assurer un service après-vente dédié afin de garantir la continuité de service, tout en offrant un hébergement intégral des données sur son cloud souverain, "conforme aux exigences réglementaires". Ce nouvel accord, qui intervient dans le sillage du partenariat conclu en mai dernier entre l'ADE et Djezzy, "illustre la volonté commune des deux institutions de moderniser la relation client et d'améliorer durablement la qualité de service au profit des citoyens", est-il souligné. Lors de la cérémonie, "les deux dirigeants ont salué cette étape importante dans la concrétisation du partenariat, tout en évoquant d'autres projets qu'ils comptent mener prochainement au service de l'écosystème et des citoyens algériens", selon la même source.

DÉDIÉES AU SIGNALEMENT ET À L'ÉVALUATION DES BIENS ET SERVICES

Lancement de deux plateformes numériques par l'APOCE

Deux plateformes numériques ont été lancées, mardi, par l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), permettant de soumettre des doléances et réclamations, et d'évaluer les biens et services, dans le but de renforcer la communication entre les consommateurs et les opérateurs économiques.

Lors de la cérémonie de lancement organisée à Alger, le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi, a indiqué que ces deux plateformes baptisées "Achki" et "Your rating", s'inscrivent dans le cadre de l'appui à la stratégie nationale de numérisation et son utilisation pour faire entendre la voix du consommateur. Il a précisé que ces outils permettront d'améliorer l'interaction avec les opérateurs économiques et les instances de contrôle, ainsi que d'ancrer la transparence dans cette relation, afin d'assurer une transmission efficace des préoccupations et avis des consommateurs.

Concernant la première plateforme "Achki", elle permet au consommateur de soumettre sa doléance, avec la possibilité de recevoir une réponse de l'opérateur économique concerné, sachant que 70 catégories de réclamations ont été intégrées dans cette plateforme, précise M. Zebdi. Cette plateforme "contribuera à traiter plusieurs dysfonctionnements et à limiter les pratiques bureaucratiques dans la relation entre consommateurs, opérateurs économiques et instances de contrôle, en renonçant à la méthode traditionnelle du registre de doléances", a-t-il expliqué.

La deuxième plateforme "Your rating" permet, quant à elle, au consommateur d'évaluer les biens et services, en leur attribuant des notes, offrant ainsi à l'entreprise concernée une meilleure visibilité des impressions de sa clientèle et la possibilité d'améliorer ses services et produits.

Par ailleurs, les groupes "Algérie Télécom" et "Algérie Poste" ont rejoint cette plateforme en tant qu'entreprises pilotes, a souligné M. Zebdi, exprimant l'espoir de voir davantage d'entreprises économiques adhérer à cette démarche.

NUMÉRISATION

Le secteur de la justice réalised'importants progrès

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a affirmé, mardi à Skikda, que le secteur de la justice « connaît de grands progrès dans le processus de numérisation ». Lors de l'inspection d'un projet portant étude et réalisation d'un établissement de rééducation à Azzaba, M. Boudjemaa a souligné, à l'entame de sa visite de travail dans la wilaya de Skikda, que cet important progrès en matière de numérisation est le fruit de l'adoption des systèmes électroniques efficaces facilitant les différentes opérations administratives et judiciaires ». S'agissant du processus de recrutement, le ministre a indiqué qu'il « se déroule sur un rythme soutenu dans le secteur de la justice qui accorde la priorité aux nouvelles structures judiciaires, tout en veillant à renforcer celles qui sont opérationnelles ». En marge de l'inauguration du tribunal d'El Harrouch, le ministre a salué « l'initiative de la famille de la défense à Skikda qui a récemment créé une organisation des avocats dans la wilaya », la considérant comme «une contribution qualitative à même de soutenir le travail judiciaire au niveau local ». Evoquant la justice électronique, M. Boudjemaa a appelé les avocats à « s'engager activement » dans cette démarche en raison des « avantages qu'elle apporte pour moderniser le service judiciaire et faciliter les services ». Au sujet du projet de loi organique portant statut de la magistrature, le ministre a rappelé qu'il représente « un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour améliorer le cadre professionnel et porter un intérêt accru aux ressources humaines du secteur afin de renforcer la performance de la justice ».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre Kouidri prend part à Djibouti au FARCAPS

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, participe aux travaux de la 3e édition du Forum africain sur le renforcement de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé (FARCAPS), qui se tient à Djibouti du 17 au 20 novembre courant, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution, prononcée à l'ouverture des travaux auxquels prennent part des représentants des ministères de la Santé et des responsables de centrales d'achat des médicaments en Afrique, M. Kouidri a souligné l'importance d'investir dans les chaînes d'approvisionnement africaines, afin d'être en phase avec les priorités du continent et refléter les défis actuels auxquels sont confrontés nos systèmes de santé. L'Algérie est désormais en mesure de produire des centaines de produits pharmaceutiques, de satisfaire une grande partie des besoins du marché national et d'exporter des produits pharmaceutiques conformes aux normes internationales vers des pays africains, arabes et européens, a-t-il relevé. L'industrie pharmaceutique en Algérie, a ajouté le ministre, ne se limite pas uniquement aux produits génériques conventionnels, mais s'étend aussi à la production de médicaments biosimilaires, aux préparations stériles injectables, aux médicaments anticancéreux et à d'autres formes pharmaceutiques avancées, selon le communiqué. M. Kouidri a souligné que l'Algérie "contribue activement au renforcement des chaînes d'approvisionnement régionales et à la réduction de la dépendance extérieure du continent", réitérant "l'engagement du pays à œuvrer en étroite collaboration avec tous ses partenaires africains pour renforcer l'indépendance pharmaceutique du continent, soutenir la réforme des centrales d'achat et contribuer à la mise en place de chaînes d'approvisionnement africaines plus sûres, plus efficaces et plus flexibles", selon la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 نوفمبر 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Novembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	56	64	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	126	146	106	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف	
	Ail sec	701	777	624	الثوم الجاف	
	Carotte	81	91	70	الجزر	
	Navet	88	98	78	اللفت	
	Choux fleur	111	126	97	قرنبيط	
	Choux	95	109	81	الكرنب	
	Courgette	114	129	100	الكوسة	
	Haricot vert	148	167	129	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	107	120	94	الخس	
Fruits frais	Clémentine	238	283	193	كليمونتين	فواكه طازجة
	Pomme locale	353	443	262	التفاح المحلي	
	Datte	496	633	358	التمر	
	Banane	434	455	410	الموز	
	Raisin	294	347	240	العنب	
	Grenade	170	205	135	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1874	2024	1725	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	358	371	346	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

GESTION DE LA VASE DANS LES BARRAGES

L'ANBT explore de nouvelles solutions

La valorisation des vases de barrage s'impose avec acuité. Les différentes opérations de dragage menées par l'Algérie, via l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), ont certes contribué à la préservation des 81 barrages en service d'une capacité de stockage globale de 8,6 milliards m3. Toutefois, avec les changements climatiques marqués par des phénomènes de sécheresse et de pluies torrentielles, ces opérations de dévasement coûteuses pour le Trésor public s'avèrent «insuffisantes » à elles seules, d'où la nécessité de penser à d'autres méthodes d'appui afin de garantir un traitement efficace et surtout durable.

Par Sirine R.

C'est dans ce cadre que des démarches sont entreprises par l'ANBT, en association avec des chercheurs universitaires et l'engagement des industriels, pour examiner les meilleurs moyens pour la sauvegarde des barrages et la préservation de l'environnement.

En effet, lors d'une rencontre technique dédiée à la gestion et à la valorisation des vases de barrage dans une logique d'économie circulaire, organisée par l'ANBT en collaboration avec Holcim El-Djazaïr, le Directeur général de cette agence, Abdellatif Azira, a présenté les avancées d'une série d'expérimentations menées pour améliorer la performance et la durabilité des ouvrages hydrauliques en Algérie. La vase, qui s'accumule dans les retenues au fil des années, réduit progressivement la capacité de stockage des barrages et nécessite des opérations de dévasement particulièrement coûteuses. Chaque campagne annuelle représente en effet près d'un milliard de dinars, un poids significatif pour le Trésor public. Face à cet enjeu, l'ANBT cherche à transformer cette contrainte technique en opportunité économique. Le DG a expliqué que l'agence collabore étroitement avec des experts, des ingénieurs et des chercheurs universitaires afin d'identifier de nouvelles méthodes de gestion de la vase et de réduire l'impact de l'eau sur les structures. Les premiers essais menés dans ce cadre se révèlent prometteurs, notamment pour la valorisation des sédiments dans l'agriculture ou certaines industries, comme l'industrie du ciment.

Selon Abdellatif Azira, cette démarche pourrait également offrir une alternative durable à l'utilisation de matériaux traditionnels comme l'argile, dont l'extraction a un impact environnemental majeur. Les cimenteries, grandes consommatrices d'argile, se montrent particulièrement intéressées par la possibilité de substituer une partie de cette matière par les sédiments issus des barrages. Le secteur du bâtiment, notamment les briqueteries, manifeste lui aussi un intérêt croissant.

Au-delà de l'aspect économique, le DG a évoqué la problématique des bassins de décantation, qui occupent de vastes espaces.

Une meilleure gestion et valorisation de la vase permettrait de libérer ou de réaffecter ces surfaces, notamment pour des projets agricoles. Toutefois, Abdellatif Azira a reconnu que le projet reste encore au stade expérimental. L'ANBT s'attelle à présent à définir le cadre réglementaire et les procédures administratives nécessaires pour permettre une valorisation effective et conforme aux normes. Les services concernés sont sollicités pour accompagner cette évolution et faciliter l'intégration de ces solutions dans la gestion courante des barrages. Le responsable a également appelé les médias à contribuer à la vulgarisation et à la promotion de ces démarches innovantes, estimant qu'elles peuvent jouer un rôle déterminant dans la modernisation de la gestion hydraulique nationale.

En somme, l'ANBT ambitionne de réduire durablement les coûts d'entretien, d'améliorer l'efficacité des infrastructures hydrauliques et de faire émerger une filière nationale de valorisation de la vase, au croisement des intérêts économiques, environnementaux et industriels. Lors de cette rencontre, une solution innovante, issue des travaux de recherche de l'Université de Aïn Témouchent, a été présentée : la transformation des vases de barrage en matériaux de construction durables. Cette approche ouvre la voie à des avancées environnementales, économiques et stratégiques pour la restauration de la capacité des barrages, la préservation des ressources naturelles et la stimulation de l'innovation dans le secteur du BTP.

PLUS DE 48 000 HA RETENUS POUR LES CULTURES STRATÉGIQUES À EL-MEGHAÏER

Un pas de plus vers la Sécurité Alimentaire

Par Réda Hadi

Dans le cadre de la politique de développement agricole nationale, la wilaya d'El-Meghaïer a franchi un cap important dans la récupération du foncier agricole. En effet, une superficie de plus de 48.000 hectares de terres a été retenue pour l'investissement dans les cultures stratégiques, a-t-on appris des services de la wilaya.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du gouvernement visant à promouvoir l'investissement agricole, prévoit la mise à disposition des investisseurs de plus de 24.000 ha via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Une seconde étape suivra, avec la distribution d'une autre superficie de 24.000 ha récupérée récemment.

L'objectif de cette initiative est d'étendre la superficie agricole et de promouvoir la production agricole dans la région. Pour atteindre cet objectif, le wali d'El-Meghaïer, Lâaredj Nehila, a émis, en août 2024, une décision de récupération de 450.000 ha (soit 72%) d'une superficie globale de 624.990 ha délimitée auparavant comme aires de pacages.

Les services de la wilaya ont lancé un appel aux opérateurs pour se porter sur la plateforme numérique de l'ONTA en vue de bénéficier de ces terres. Cette opération d'assainissement du foncier agricole se poursuivra, à la faveur du recensement des terres non-exploitées et d'autres non destinées à la production agricole, en vue de leur récupération et attribution.

Selon les services de la wilaya, les efforts se poursuivent pour l'assouplissement des procédures administratives liées à l'investissement agricole, en accordant plus d'importance aux projets productifs liés aux cultures stratégiques, l'élevage et à la mise en valeur des terres.

Depuis le début de l'année, pas moins de 487 décisions relatives à la levée de la clause de résiliation, en plus de 360 autres de cession foncière agricole, ont été signées par le wali d'El-Meghaïer. De plus, 229 décisions de mise en valeur par la concession et 111 décisions d'annulation de cession foncière ont été signées, en vue de récupérer les terres agricoles non-exploitées. Cette initiative de la wilaya d'El-Meghaïer est un exemple de la volonté des autorités locales de promouvoir l'investissement agricole et de contribuer à la sécurité alimentaire du pays. Il est à espérer que cette initiative sera suivie d'autres dans les prochaines années, pour le bénéfice des agriculteurs et de l'économie nationale

Au niveau national, la récupération du foncier agricole, est la mesure nodale dans la sécurité alimentaire. Aussi, le gouvernement a mis en place des mesures pour assainir le secteur et promouvoir l'investissement agricole.

Rien que pour l'année 2022 (dernières statistiques), 1,5 million d'hectares de terres agricoles récupérées ,30.000 dossiers de récupération de terres agricoles traités et 20.000 hectares de terres agricoles ont été attribués à des jeunes agriculteurs.

Entre autres mesure entreprises pour la sécurité alimentaire, il y a lieu de citer, la création de l'Office National des Terres Agricoles (ONTA) pour gérer le foncier agricole, le lancement d'une plateforme numérique pour la gestion des terres agricoles, ainsi que l'assouplissement des procédures administratives pour l'investissement agricole, en parallèle avec la création d'un fonds de soutien à l'investissement agricole. Les objectifs de ces mesures ont pour but de récupérer 2 millions d'hectares de terres agricoles d'ici 2025, pour augmenter la production agricole de 10% par an et la création de 100.000 emplois dans le secteur agricole d'ici 2025.

LORS DES CÉRÉMONIES DE MEDIA STAR ET DE L'ÉTOILE MONTANTE

Ooredoo prime l'excellence journalistique et la relève estudiantine

Portée par sa volonté constante de valoriser le journalisme algérien, Ooredoo a organisé dans la soirée du mardi 18 novembre 2025 une prestigieuse cérémonie, de remise des prix aux lauréats de la 18ème édition du concours « Media Star », et la 2ème édition du concours estudiantin « Etoile Montante » dans l'élégante atmosphère de l'hôtel Sheraton à Alger. La cérémonie a réuni des personnalités éminentes, des acteurs majeurs issus de divers secteurs et institutions, ainsi qu'une élite de professionnels des médias, parmi lesquels figuraient de prestigieux représentants du journalisme ainsi que des experts et spécialistes reconnus dans les domaines de la technologie et de la transformation numérique. Les invités ont également été chaleureusement reçus par M. Roni TOHME, Directeur Général de Ooredoo et des cadres dirigeants de l'entreprise. Dans une ambiance exceptionnelle, les jurys des deux concours, « Media Star », présidé par M. Younes Grar, et « Étoile Montante », présidé par Mme. Nadia Labidi Cherabi, ont salué la qualité des travaux présentés par les participants aux deux concours traitant de la thématique principale : « La Transformation Digitale en Algérie à l'ère de l'Intelligence Artificielle : défis, enjeux et perspectives » Ils ont souligné les moments clés des délibérations des jurys et les conditions idéales dans lesquelles les évaluations se sont déroulées, garantissant un haut niveau d'objectivité pour tous les participants.

En plus du trophée présenté et de la reconnaissance du mérite du journaliste à travers ce prix prestigieux, les lauréats du concours « Media Star » ont reçu de précieuses récompenses financières : premier prix : 500 000 DZD, deuxième prix : 300 000 DZD, troisième prix : 200 000 DZD. Sur 158 candidats, 12 gagnants ont été distingués dans quatre catégories majeures (Presse écrite, Médias électroniques et Programmes Radiophoniques).

S'exprimant à cette occasion, Roni TOHME, Directeur Général de Ooredoo Algérie, a déclaré : « Cette 18ème édition, se distingue par une remarquable harmonie, alliant l'expérience et le professionnalisme du concours « Media Star » à l'esprit novateur et créatif de « Etoile Montante ». Cet événement phare du paysage médiatique algérien vise avant tout à mettre en lumière l'excellence journalistique et à offrir une plateforme aux jeunes journalistes de demain pour qu'ils émergent, brillent et fassent entendre leur voix. En choisissant l'intelligence artificielle comme thématique de cette édition, nous souhaitons encourager une réflexion approfondie sur l'avenir du pays à l'ère du numérique et des nouvelles technologies. Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer notre engagement envers la famille médiatique algérienne, pour un accompagnement continu et comptons sur votre persévérance à exceller et à vous surpasser. Ooredoo réaffirme avec fierté son soutien indéfectible à un journalisme de qualité, novateur et tourné vers l'avenir. J'adresse mes plus chaleureuses félicitations à tous les lauréats, ainsi que mes sincères remerciements aux membres des jurys et à tous ceux qui ont contribué par leur engagement et leur passion au succès de cet événement exceptionnel ».

TÉBESSA

Plus de 1,5 milliard de dinars pour financer plusieurs opérations de développement

Une enveloppe de 1,550 milliard de dinars a été allouée, au titre du budget primitif de l'exercice 2026, à la réalisation de plusieurs opérations de développement dans différentes communes de la wilaya de Tébessa, a indiqué, mardi, le vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Lyès Loucif.
Le même élu a précisé que dans l'attente du budget supplémentaire et d'autres financements provenant de différents programmes et fonds, plusieurs opérations de développement ont été programmées et approuvées, visant principalement à améliorer le cadre de vie des habitants de cette wilaya frontalière et à prendre en charge leurs préoccupations.
Soulignant que cette allocation financière est en augmentation de 14% par rapport à l'année précédente, M. Loucif a ajouté que 48% des fonds mis en place sont alloués à l'équipement et à plusieurs opérations liées à la vie quotidienne des citoyens, notamment dans les secteurs de l'éducation, des ressources en eau, de l'énergie et de l'environnement.
Une partie de ce montant est destinée, a-t-il encore fait savoir, à diverses opérations de solidarité, en particulier celles liées au mois sacré de Ramadhan.

KHENCHELA

220 projets pris en charge par l'incubateur de l'Université Abbas-Laghrour depuis 2022

Le nombre de projets pris en charge depuis 2022 par l'incubateur de l'Université Abbas-Laghrour de Khenchela a atteint à ce jour 220 projets, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cet incubateur.
Dans une déclaration à l'APS, Dr. Imad Mesbah a précisé que l'incubateur de cette Université a accueilli depuis sa création il y a 3 années 220 projets d'étudiants dont 125 ont déposé des brevets d'invention.
Neuf de ces projets ont obtenu le label de projets innovants et trois le label de startups, a ajouté le même responsable.
Durant la même période, l'Université de Khenchela a domicilié quatre projets dont les startups ont obtenu des locaux à l'intérieur de l'Université dont le plus récent est celui de la startup "Assurini" des deux étudiants Hadjer Maha et Ibtissam Bouzidi, ouvert mardi en marge de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat.
M. Mesbah a indiqué qu'au cours des trois dernières années, huit entreprises ont vu le jour et ce, en partenariat entre étudiants, enseignants et partenaires économiques.
Une enveloppe financière de 25 millions DA a été consacrée à l'acquisition d'un laboratoire de fabrication au profit de l'incubateur pour constituer un atelier de travail équipé de moyens numériques modernes permettant aux étudiants de transformer leur idées en produits, a-t-il indiqué.
Dans le cadre de la diffusion de l'esprit entrepreneurial chez les étudiants, 360 de ces derniers ont reçu des formations au niveau du centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université les initiant aux principes de l'entrepreneuriat, l'élaboration de plans et des études de marketing et financières, a-t-on indiqué.

BECHAR

Achèvement des travaux du plus grand pont ferroviaire d'Algérie et d'Afrique

Les travaux de réalisation du plus grand pont ferroviaire d'Algérie et d'Afrique, traversant l'oued Daoura sur plus de 4,1 km dans la wilaya de Tindouf, ont été entièrement achevés, a annoncé, mardi, l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

La réception officielle de ce viaduc ferroviaire constituera une "étape majeure" dans la mise en œuvre du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, reliant Bechar - Tindouf - Gara Djebilet sur une distance totale de 950 km, s'est félicité Abdelkader Mazzar, directeur central de la communication de l'ANESRIF. Cet ouvrage d'art exceptionnel a nécessité le coulage de 154.100 m3 de béton armé et la mobilisation de 117 tabliers porteurs, 1.170 poutres en béton précontraint, ainsi que 116 piles reposant sur 1.432 pieux, a précisé le responsable.
"L'achèvement de ce pont ferroviaire géant représente pour l'Algérie un défi relevé avec succès, tant par la complexité que par l'ampleur de cette infrastructure, considérée comme l'un des chantiers les plus importants et les plus difficiles du mégaprojet. Ce résultat a été rendu possible grâce au savoir-faire et aux performances des entreprises nationales impliquées dans sa réalisation", a souligné M. Mazzar.
Il a rappelé que plusieurs mesures techniques avaient été prises en amont pour garantir le bon déroulement des travaux de cet ouvrage d'une hauteur de 12 mètres. Parmi elles, l'installation de zones de préfabrication pour les bétons spéciaux ainsi que des centrales à béton équipées de systèmes de refroidissement, indispensables pour maintenir le rythme des travaux durant les fortes chaleurs caractéristiques de la région.
Le mégaprojet de la ligne Béchar - Tindouf - Gara Djebilet, qui traverse les wilayas de Béchar, Béni Abbes et Tindouf, comprend au total 1.431 ouvrages d'art, dont 45 ponts ferroviaires, 48 ponts routiers et 1.338 ouvrages hydrauliques, a rappelé le même responsable de l'ANESRIF.

NÂAMA

Des projets de développement en cours de réalisation dans divers secteurs dans la commune de Mecheria

Des travaux de réalisation de plusieurs projets de développement sont en cours dans divers secteurs dans la commune de Mecheria (Naâma), indiquent, mardi, les services de la wilaya.
La même source a précisé que ces projets, qui ont fait l'objet d'une visite d'inspection effectuée, hier (lundi) par le wali de Nâama, Lounes Bouzegza, comprennent un programme de 1.210 logements publics locatifs (LPL), dont 300 unités sont achevées et, dont les clés seront remises aux bénéficiaires avant la fin de l'année en cours (2025). Des travaux de construction de 250 logements promotionnels aidés (LPA) ont été relancés, tandis que la réalisation de 298 logements ruraux se poursuit, a ajouté la même source.
Il a également été procédé à l'aménagement de 5.500 lots de terrain destinés à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux, dont 3.478 logements relevant de cette formule sont actuellement en cours de réalisation, selon les mêmes services. Le wali a aussi inspecté un projet de réalisation d'un stade et d'une piste d'athlétisme, doté d'une enveloppe financière de 353 millions DA, qui enregistre un taux d'avancement de 20 %, ainsi qu'un projet de réalisation d'une maison de jeunes, financé à hauteur de 70 millions DA, dont les travaux affichent un taux d'avancement estimé à 85 %.
Les travaux de réalisation d'un Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) dans la commune de Mecheria ont atteint leurs dernières étapes, et sa mise en exploitation est prévue pour la rentrée de la session de février prochain du secteur, a-t-on encore fait savoir.
Par ailleurs, des travaux d'aménagement de la rue Emir- Abdelkader jusqu'au carrefour principal du centre-ville sont en cours.
D'autres projets ont été lancés, portant sur l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'entrée sud de la commune, au moment où les travaux de développement d'un site de 2.262 lots groupés destinés à l'habitat rural groupé, liés à l'éclairage, à l'assainissement, ainsi qu'aux raccordements à l'électricité, au gaz et aux routes, se poursuivent à des rythmes variables.
Lors des différentes étapes de cette visite de terrain, le wali de Nâama a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et de respecter les délais de livraison de ces projets, ont souligné les services de la wilaya.

TOUGGOURT

Plus de 1.300 foyers raccordés au réseau de gaz naturel depuis début 2025

Pas moins de 1.347 foyers ont été raccordés au réseau de distribution du gaz naturel dans la wilaya de Touggourt, depuis le début de 2025, a-t-on appris mardi de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de l'extension de la couverture en gaz naturel à travers l'ensemble des communes que compte la wilaya, a consisté en la pose d'un réseau de 54 km et 39 canalisations de distribution, pour une enveloppe globale de plus de 100 millions de DA, a précisé à l'APS la chargée de communication, Mounia Bada. Parallèlement, des travaux de raccordement de 700 foyers au réseau de cette énergie sont en cours d'exécution, et ce afin de répondre à la demande des citoyens et améliorer leur cadre de vie. S'agissant des risques liés à la saison hivernale, la direction de distribution intensifie sa sensibilisation aux risques d'asphyxie au monoxyde de carbone et de la mauvaise utilisation des appareils à gaz.

LAGHOUAT

Divers projets pour impulser une dynamique de développement à Sidi-Makhlouf et El-Assafia

Une série de projets, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans les communes de Sidi-Makhlouf et El-Assafia (wilaya de Laghouat), afin d'impulser une dynamique de développement et d'améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.
Parmi ces projets inspectés lors d'une récente visite des autorités locales, figure la réalisation de 40 logements publics locatifs (LPL) et de locaux commerciaux à Sidi-Makhlouf, dont les travaux affichent un taux d'avancement variant entre 45 à 97 %, a précisé la même source.
La commune de Sidi-Makhlouf a également bénéficié d'un projet de réalisation d'un Centre de formation et d'apprentissage (CFPA), d'une capacité de 300 places pédagogiques et de 120 lits.
Réparti en huit lots, ce projet comprend notamment la réalisation d'une aile administrative, de salles de classe, d'ateliers et d'un internat et de 14 logements de fonction, ainsi que des installations d'accompagnement et des travaux d'aménagement extérieur confiés à des micro-entreprises.
A El-Assafia, la dynamique de développement s'est renforcée avec la réalisation d'un Collège d'enseignement moyen (CEM), dont les travaux progressent à ''un rythme appréciable''.
En outre, la seconde tranche du projet de réseaux divers pour un programme de 20/300 LPL, supervisé par la direction de l'urbanisme de l'architecture et la construction (DUAC) de la wilaya.
Au cours de cette tournée officielle, le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek, a souligné l'importance du respect des délais contractuels et de la qualité des travaux.
Il a, à ce titre, mis l'accent sur la nécessité de rattraper les retards enregistrés dans certains projets, en donnant des instructions fermes aux services techniques pour assurer le suivi des travaux.

La Russie s'oppose au rétablissement des sanctions contre l'Iran, dénonçant un acte juridique illégitime

La stratégie menée par les États-Unis de réimposer les sanctions de l'ONU à Téhéran a suscité la colère de Moscou et entraîné une bifurcation du droit international.

Par Eldar Mamedov (*)

« Une attaque surprise contre le Conseil de sécurité de l'ONU ». Telle est l'accusation explosive lancée cette semaine par le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov. Sa cible était le secrétariat de l'ONU et les puissances occidentales, qu'il a accusées de tenter, selon la Russie, de rétablir de manière illégitime les sanctions internationales liées au nucléaire contre l'Iran.

Au-delà de la rhétorique enflammée, la déclaration de Ryabkov contenait un message : la Russie, a-t-il déclaré, considère désormais comme « annulées » toutes les sanctions imposées à l'Iran par l'ONU avant 2015, qui ont été rétablies par les signataires européens de l'accord nucléaire de 2015 (JCPOA) – le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Moscou va donc approfondir sa coopération militaro-technique avec Téhéran, selon Ryabkov.

Il s'agit là de bien plus qu'une simple querelle diplomatique. C'est l'annonce officielle d'une fracture dans la réalité juridique internationale. Les grandes puissances mondiales opèrent désormais selon deux interprétations inconciliables du droit international. D'un côté, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne affirment que le mécanisme de rétablissement des sanctions prévu par le JCPOA a été légitimement déclenché en raison des violations présumées de l'Iran. De l'autre, l'Iran, la Russie et la Chine rejettent cette décision, la qualifiant d'acte procédural illégitime.

Ce schisme n'était pas inévitable, et son origine révèle une profonde incohérence. Les puissances occidentales qui invoquent le plus souvent le caractère sacré de « l'ordre international fondé sur des règles » et du droit international ont, dans ce cas précis, pris une mesure dont les effets le compromettent fondamentalement. En imposant une manœuvre juridique qu'une partie importante du Conseil de sécurité considère comme illégitime, elles ont fait entrer le monde dans une nouvelle situation plus dangereuse. Le cadre prévisible, bien qu'imparfait, des décisions universellement reconnues du Conseil de sécurité est remplacé par un système où les faits juridiques sont déterminés par les intérêts politiques défendus par des blocs de puissance rivaux.

Cette rupture fait suite à un choix délibéré de l'Occident de rejeter tout compromis dans le bras de fer avec l'Iran.

Alors que l'Iran violait techniquement les dispositions du JCPOA, notamment en accumulant des stocks d'uranium hautement enrichi (jusqu'à 60 % contre 3,67 % pour un usage civil autorisé par le JCPOA), il était encore possible d'éviter la crise. Au cours des semaines critiques qui ont précédé le rétablissement des sanctions, l'Iran avait fait part de concessions lors des négociations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique au Caire, en termes de renouvellement de la coopération avec les inspecteurs de l'agence de surveillance nucléaire de l'ONU.

Simultanément, la Russie et la Chine ont présenté une résolution visant à prolonger techniquement de six mois la validité de la résolution 2231, qui codifie le JCPOA. Il s'agissait d'une tentative directe de gagner du temps pour trouver une solution diplomatique qui aurait pu réunir toutes les parties, à l'instar de l'accord initial de 2015.

Cette proposition a été rejetée par les Européens, encouragés par le secrétaire d'État américain Marco Rubio (les États-Unis eux-mêmes ne font plus partie du JCPOA depuis le retrait du président Trump de l'accord lors de son premier mandat en 2018).

Les motivations européennes pour punir l'Iran vont au-delà de ses stocks d'uranium hautement enrichi. Le paramètre central reste le soutien apporté par l'Iran à la Russie dans la guerre en Ukraine, que l'Europe a qualifiée de menace existentielle pour sa sécurité. Dans ce cadre stratégique, compromettre les relations avec Washington pour satisfaire Téhéran n'a jamais été une option viable.

Mais les nations européennes qui ont insisté pour déclencher le « snapback » [retour des sanctions] doivent maintenant se demander : sont-elles dans une meilleure situation aujourd'hui ? Non seulement elles ont créé les conditions pour que le programme nucléaire iranien soit complètement occulté, mais elles ont également démantelé le consensus international sur le programme nucléaire iranien, qui avait joué un rôle clé pour convaincre l'Iran de négocier et de signer le JCPOA.

Au contraire, là où il y avait auparavant unité et pression, il y a désormais une rupture fondamentale. Deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies fonctionnent désormais officiellement sur la base que le « snapback » n'a jamais eu lieu, créant ainsi un monde beaucoup moins prévisible et plus fragmenté.

Les anciennes sanctions de l'ONU contre l'Iran sont moins sévères en termes de difficultés économiques (qui découlent principalement des effets des sanctions secondaires américaines), mais en termes de réimposition de l'embargo sur les armes et de restrictions sur les technologies nucléaires et balistiques.

C'est précisément là que la déclaration de Ryabkov prend tout son sens. Elle indique clairement que la Russie ne se sent plus liée par ces restrictions. Il est certain que les relations entre la Russie et l'Iran sont marquées par la méfiance, car beaucoup à Téhéran sont déçus par ce qu'ils perçoivent comme un manque de soutien de la part de la Russie pendant la guerre de 12 jours avec Israël en juin dernier.

Cependant, ce ne sont pas ces hypothèses qui devraient guider la politique européenne : en déclenchant le « snapback », celle-ci a volontairement renoncé à toute influence sur les relations russo-iraniennes. Ceci rapprochera inévitablement Téhéran de Moscou par nécessité, quelles que soient les tensions sous-jacentes. Si l'Iran a besoin d'avions de combat sophistiqués, de missiles ou d'une mise à niveau de ses systèmes de défense aérienne, il peut désormais théoriquement se les procurer auprès de la Russie ou de la Chine dans le cadre de cette nouvelle réalité juridique concurrentielle. Ce qui était autrefois une interdiction universelle est désormais une règle contestée.

Le résultat le plus dangereux est le précédent que cela crée tant pour la non-prolifération que pour le droit international. L'autorité du Conseil de sécurité découle de l'acceptation collective de ses décisions par ses membres. Lorsque ce consensus vole en éclats, ses résolutions deviennent de simples suggestions non contraignantes émanant d'une partie ou d'une autre.

Nous sommes désormais en terrain inconnu. Les États-Unis et l'Union européenne pourraient tenter d'utiliser les résolutions antérieures à 2015 comme base juridique pour de nouvelles mesures unilatérales. Dans le même temps, la Russie et la Chine utiliseront leur propre interprétation de la nouvelle légalité pour justifier une coopération stratégique et militaire plus approfondie avec l'Iran. L'objectif initial du JCPOA – un front international unifié visant à garantir que le programme nucléaire iranien soit exclusivement civil – a été anéanti, remplacé par une confrontation à haut risque aux conséquences imprévisibles pour le processus mondial de non-prolifération.

Le « snapback » iranien visait à faire pression sur un seul pays. Au lieu de cela, il a réussi à diviser en deux le cadre même du droit international. L'accusation de « raid » portée par Ryabkov n'est pas la cause de cette crise, mais son symptôme le plus frappant. Le Conseil de sécurité des Nations unies ne ressemble plus à une entité unique, mais plutôt à un organe fracturé régissant des réalités concurrentes. Et il ne semble pas exister de mécanisme clair pour le reconstituer.

(*) Expert en politique étrangère basé à Bruxelles et chercheur non résident au Quincy Institute.

Source : Responsible Statecraft, Eldar Mamedov, 24-10-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EMIRATS ARABES UNIS

Emirates et Safran signent un protocole d'accord pour implanter une unité de fabrication et d'assemblage de sièges à Dubaï

Emirates et Safran Seats, l'un des leaders mondiaux de la fabrication de sièges d'avion, ont signé un protocole d'accord (MoU) visant à établir une unité de fabrication et d'assemblage de sièges à Dubaï.
Cette coopération industrielle conjointe, une première dans le secteur, se concentrera dans un premier temps sur les sièges de classe Affaires et Économie pour les projets de rétrofit de cabines, avec l'ambition de s'étendre par la suite à l'équipement des avions neufs (line-fit). Cette installation de pointe apportera une capacité industrielle supplémentaire destinée à servir Emirates ainsi que d'autres clients de Safran Seats. Cette démarche stratégique vise à rapprocher l'expertise de Safran Seats des opérations d'Emirates et des autres compagnies aériennes.
En créant cette capacité industrielle additionnelle, l'objectif est de répondre à la demande croissante de sièges d'avion tout en intégrant davantage d'efficacité grâce aux technologies les plus récentes dans ce secteur.
Le Cheikh Ahmed bin Saeed Al Maktoum, Président et Directeur Général d'Emirates Airline and Group, a déclaré : « Cet accord avec Safran marque une coopération stratégique et majeure, positionnant Dubaï comme un pôle de fabrication aérospatiale. Nous implantons des capacités de production de sièges de classe mondiale et une chaîne d'approvisionnement directement sur notre territoire, créant ainsi des emplois hautement qualifiés et développant des compétences pour soutenir Emirates, tout en produisant des sièges destinés à l'exportation vers d'autres compagnies. Ce partenariat va servir directement notre programme de rétrofit ainsi que l'évolution de nos exigences en matière d'aménagement intérieur de cabines.
Cette initiative s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'agenda économique D33, renforçant la position de Dubaï dans une industrie stratégique et contribuant à la diversification de notre économie. Les Émirats arabes unis ont bâti l'une des industries aéronautiques les plus performantes au monde ; il est maintenant temps de doter cet écosystème de capacités de production à la hauteur de ce succès.

ÉGYPTE

Le Caire dévoile sa feuille de route 2025-2029 pour la santé numérique

Confrontée à une forte croissance démographique et à un système de santé sous tension, l'Égypte intensifie sa transformation numérique. La nouvelle stratégie vise à moderniser la gestion, améliorer l'accès aux soins et renforcer l'efficacité des services.

L'Égypte a officiellement dévoilé le samedi 15 novembre sa Stratégie nationale de santé numérique 2025-2029. Présentée par le ministre de la Santé et de la Population, Khaled Abdel Ghaffar, lors du 3e Congrès mondial sur la population, la santé et le développement (PHDC'25), cette feuille de route pose les fondations d'un système de santé entièrement numérisé à l'horizon 2029.
Au cœur de cette stratégie figure notamment la création d'un écosystème numérique intégré, conçu pour moderniser les services de santé grâce à l'usage systématique des technologies de l'information. La stratégie prévoit notamment l'unification des données nationales de santé, la mise en place de plateformes interopérables et sécurisées, ainsi que l'accès élargi à des services numériques permettant un suivi plus rapide et plus fiable des patients.
Elle s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique « Digital Egypt 2030 », qui place la santé parmi ses priorités. Le pays avance dans un contexte favorable. Le secteur des TIC est l'un des plus dynamiques de l'économie égyptienne et le taux de pénétration d'Internet dépasse 80 %, selon DataReportal. Toutefois, des disparités persistent entre zones urbaines et rurales, ce qui pourrait limiter la diffusion rapide des solutions d'e-santé.
Plusieurs initiatives montrent néanmoins que le pays a commencé à poser les bases de cette transformation. Des millions de dossiers médicaux électroniques ont déjà été enregistrés dans le cadre de l'assurance maladie universelle, tandis que de nouvelles plateformes numériques émergent pour la télémédecine, l'automatisation hospitalière ou encore l'analyse médicale assistée par l'IA.
Pour le gouvernement, l'enjeu est double. Il s'agit d'améliorer l'efficacité d'un système de santé sous pression, où les redondances administratives et les difficultés d'accès aux soins demeurent courantes. Il s'agit aussi de renforcer la résilience nationale face aux crises sanitaires, un impératif mis en lumière après la pandémie de Covid-19 qui a exposé les limites des dispositifs traditionnels.
La mise en œuvre de la stratégie devrait cependant surmonter plusieurs défis. La formation des professionnels de santé aux nouveaux outils numériques reste indispensable, tout comme le renforcement de la cybersécurité pour protéger des données particulièrement sensibles. L'amélioration de la connectivité dans les régions moins desservies sera également déterminante pour garantir une adoption équitable des services.

LIBYE

Dépenses incontrôlées, déficits jumeaux importants, mais inflation faible et stock de devises satisfaisant

La croissance du PIB libyen en 2025 est soutenue par une augmentation de la production pétrolière, tandis que les dépenses publiques restent élevées.
Les divisions politiques persistantes ont empêché l'adoption d'un budget unifié, entraînant la poursuite de dépenses incontrôlées, après des dépenses déjà très importantes en 2024, selon les conclusions d'une mission du Fonds monétaire international en Libye.
Les experts du FMI relèvent, ce faisant, la poursuite d'importants déficits budgétaires et de la balance des paiements courants, exerçant une pression sur les réserves de la banque centrale et accentuant l'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle.
Malgré ces pressions, les réserves internationales sont restées à des niveaux satisfaisants, estiment-ils, alors que l'inflation déclarée demeure faible.
Les perspectives sont marquées par une forte incertitude, avec des risques orientés à la baisse.
Les déficits jumeaux budgétaires et de la balance des paiements courants devraient persister à moyen terme.
Les risques sont principalement liés à la poursuite des dépenses incontrôlées et à la fragmentation politique persistante.
De plus, étant donné la dépendance de la Libye aux recettes pétrolières jusqu'à ce que son économie puisse diversifier ses sources de croissance, des investissements adéquats dans le secteur pétrolier sont nécessaires pour maintenir les niveaux de production actuels, recommande le FMI.

POUR DIVERSIFIER SON DÉVELOPPEMENT

La Tunisie mise sur l'économie bleue

La Tunisie dispose de 1300 kilomètres de côtes méditerranéennes, un atout considérable pour développer ce qu'on appelle l'économie bleue.
Cette approche englobe toutes les activités économiques liées aux océans, aux mers et aux zones côtières, tout en respectant la durabilité environnementale. Face aux difficultés économiques persistantes, le pays méditerranéen tente de valoriser ce potentiel maritime encore largement sous-exploité.

Des ressources à mieux valoriser

Le secteur de la pêche tunisien emploie aujourd'hui près de 60 000 personnes et génère environ 500 millions de dinars par an. Malgré ces chiffres, la filière reste artisanale et peine à se moderniser. Les infrastructures portuaires vieillissantes limitent la compétitivité des exportations de produits de la mer, notamment vers l'Europe.
La surpêche menace également certaines espèces, ce qui nécessite une régulation plus stricte et des pratiques durables. L'aquaculture représente une alternative intéressante, mais son développement demeure timide comparé aux pays voisins comme l'Égypte ou la Turquie. Les investissements dans la recherche maritime et les technologies modernes de conservation pourraient transformer ce secteur traditionnel en véritable moteur de croissance.

Le tourisme face aux enjeux environnementaux

Les plages tunisiennes attirent chaque année des millions de visiteurs, principalement européens. Cette industrie touristique concentrée sur le littoral génère une part importante du PIB national. Toutefois, la dégradation des écosystèmes côtiers, la pollution marine et l'urbanisation excessive menacent la qualité de cette offre.
Des initiatives émergent pour promouvoir un tourisme plus respectueux de l'environnement, notamment à travers l'écotourisme et la valorisation du patrimoine maritime. Les zones protégées marines se multiplient, même si leur gestion demande des moyens supplémentaires. La sensibilisation des acteurs locaux et des visiteurs devient indispensable pour préserver ce capital naturel à long terme.
La Tunisie commence à explorer les possibilités offertes par les énergies marines renouvelables. Des projets d'éoliennes offshore sont à l'étude, particulièrement dans le golfe de Gabès où les conditions venteuses sont favorables.
L'énergie des vagues et la technologie de dessalement alimenté par les énergies propres suscitent également l'intérêt des investisseurs. Ces innovations pourraient répondre aux besoins énergétiques croissants du pays tout en réduisant sa dépendance aux hydrocarbures importés. Les partenariats internationaux se révèlent essentiels pour transférer les compétences techniques et mobiliser les financements nécessaires à ces grands projets d'infrastructure.
L'avenir économique de la Tunisie pourrait bien se jouer en mer. Entre valorisation durable des ressources halieutiques, tourisme responsable et énergies renouvelables marines, le potentiel existe. Reste à coordonner les efforts, mobiliser les investissements et former les compétences locales pour transformer cette vision en réalité économique tangible.

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Trois centres régionaux d'excellence en IA d'ici 2028

Les ministres du numérique des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre s'engagent à combler leur retard numérique : trois centres régionaux d'excellence en IA d'ici 2028 sont annoncés et un pari massif sur la formation de millions de jeunes aux métiers du futur.

Les États d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont annoncé, lors du Sommet régional sur la transformation numérique tenu les lundi 17 et mardi 18 novembre 2025, à Cotonou, un plan d'envergure pour développer l'intelligence artificielle (IA) et créer des emplois dans l'économie numérique.

La Déclaration de Cotonou, adoptée lors du Sommet régional sur la transformation numérique, co-organisé par la Banque mondiale, prévoit la création de trois centres régionaux d'excellence en IA, ainsi que la formation de 20 millions de personnes aux compétences numériques d'ici 2030 et 200 000 professionnels en cybersécurité et technologies numériques avancées. Un domaine jugé critique alors que les pays multiplient les services publics en ligne.

L'ambition affichée est celle d'un rattrapage rapide.

La région reste aujourd'hui faiblement positionnée dans la course mondiale à l'IA : l'Afrique de l'Ouest ne représente que 0,2 % de la capacité mondiale de calcul, un frein majeur à la recherche, aux services publics numériques et à l'innovation locale.

« Sans investissement massif dans la capacité de calcul et les compétences, l'Afrique restera spectatrice de la révolution numérique », a prévenu Sangbu Kim, vice-président de la Banque mondiale chargé du numérique.

Au-delà des infrastructures, l'enjeu est aussi démographique. Aujourd'hui, l'Afrique représente environ 16 % de la main-d'œuvre mondiale, mais cette proportion atteindra 41 % d'ici 2100 selon les projections. Autrement dit, près d'un travailleur sur deux sera africain à la fin du siècle.

« Notre jeunesse arrive massivement sur le marché de l'emploi. La dynamique démographique est à notre avantage […] D'ici 2050, l'Afrique deviendra une grande puissance démographique. Le continent abritera le plus grand nombre de jeunes au monde… et, il y aura plus de jeunes en Afrique que dans le reste du monde en 2100 », a déclaré Abdoulaye Bio Tchané, ministre béninois du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Afrique peine à capter la valeur industrielle des minerais critiques

La hausse des financements liés aux minerais indispensables aux technologies énergétiques rappelle les dynamiques déjà observées dans l'exploitation minière traditionnelle. Les investissements progressent à l'échelle mondiale, mais l'Afrique n'en tire pas suffisamment profit, surtout en matière de valorisation des ressources.

Les minerais nécessaires aux technologies de la transition énergétique attirent davantage d'investissements. Mais le continent africain demeure en retrait des segments industriels les plus avancés.

Les investissements dans l'extraction et le raffinage du lithium, du cobalt et du nickel ont atteint 28,62 milliards USD en 2024, selon le rapport « Global Landscape of Energy Transition Finance 2025 » de l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables).

Depuis 2018, le cumul de ces investissements s'élève à 86 milliards USD, avec une nette accélération entre 2022 et 2024, période qui concentre près des deux tiers des financements, sous l'effet de la demande mondiale en batteries, véhicules électriques et autres technologies bas carbone.

Ces investissements se dirigent principalement vers les pays qui contrôlent la chaîne de valeur, notamment le raffinage.

L'extraction du lithium reste dominée par l'Australie, le Chili, la Chine et l'Argentine.

L'Afrique subsaharienne n'en représente qu'une part réduite, concentrée presque exclusivement au Zimbabwe, sans capacité de transformation locale.

Pour le nickel, l'extraction est plus répartie, mais le raffinage reste dominé par la Chine et l'Indonésie.

Le cobalt présente le contraste le plus marqué : la République démocratique du Congo produit l'essentiel du cobalt mondial, mais l'intégralité du raffinage s'effectue ailleurs, principalement en Chine, suivie par la Finlande, le Canada et la Norvège.

Quelques pays en développement disposent de capacités limitées, mais leur poids dans la chaîne de valeur reste marginal.

Dans ce contexte, certains pays africains cherchent à capter une part plus importante de la valeur ajoutée.

Le Zimbabwe prévoit de limiter certaines exportations de lithium à partir de 2027 pour favoriser la transformation locale.

En RDC, les autorités ont utilisé plusieurs leviers pour revoir les conditions de production et encourager un début d'industrialisation.

Ces initiatives traduisent une volonté d'évolution. Elles s'inscrivent toutefois dans un paysage mondial où la transformation reste concentrée dans les pays disposant déjà de capacités industrielles solides, ce qui n'est pas encore le cas des pays africains.

GUINÉE

Le canadien Robex démarre la mise en service de la mine d'or Kiniero

D'ici fin 2025, la Guinée devrait compter une nouvelle mine d'or grâce à Robex Resources. Fruit d'un investissement initial estimé à 243 millions USD, Kiniero peut livrer annuellement 139 000 onces sur 9 ans.

En Guinée, Robex Resources a presque achevé les travaux de construction de sa mine d'or Kiniero. Dans une mise à jour publiée lundi 17 novembre, la compagnie canadienne indique avoir démarré la mise en service de l'usine de traitement, avec un premier stock de minerai déjà disponible.

« La plupart des autres aspects du projet sont en voie d'achèvement et respectent le calendrier prévu pour atteindre nos objectifs. Robex dispose de tous les fonds nécessaires et respecte le budget prévu pour l'achèvement de la construction de Kiniero », indique Matthew Wilcox, DG de Robex, qui confirme la production du premier lingot d'or d'ici la fin de l'année.

D'un coût initial estimé à 243 millions USD, la construction de la mine d'or Kiniero permet à Robex de disposer d'un second actif.

La compagnie exploite en effet déjà au Mali la mine d'or Nampala, qui a livré 34 401 onces entre janvier et septembre 2025. À Kiniero, Robex vise une production annuelle moyenne de 139 000 onces sur une durée de vie de la mine de 9 ans. Pour 2026, la compagnie veut produire 155 000 onces d'or.

Notons que la mise en service prévue de Kiniero intervient dans un contexte où Robex a prévu de fusionner avec l'australien Predictive Discovery d'ici décembre 2025 ou début 2026. Présent également en Guinée, Predictive y développe le projet aurifère Bankan qui peut produire annuellement 250 000 onces d'or en moyenne sur plus de 12 ans. Alors que Robex devrait se retrouver incorporée à Predictive, l'impact de cette fusion sur l'évolution future de Kiniero reste indéterminé.

DEPUIS 2020

La Côte d'Ivoire a plus que quintuplé ses exportations d'amandes de cajou à 72 000 tonnes

L'anacarde ivoirienne est la troisième pourvoyeuse de recettes d'exportations agricoles, après le cacao et l'hévéa. Avec la montée en puissance du segment transformation, la contribution des amandes de cajou s'est renforcée au sein de la filière ces dernières années.

Le volume d'exportations d'amandes de cajou de la Côte d'Ivoire a augmenté de 52 % pour atteindre 72 000 tonnes en 2024 , selon les dernières données compilées sur le commerce extérieur du pays par la Direction générale des douanes. Ce chiffre annoncé est cinq fois plus élevé que celui enregistré en 2020 (13 500 tonnes), confirmant la dynamique de croissance observée dans la filière ces dernières années.

Cette progression s'explique principalement par la montée en puissance de la production industrielle sur le segment de la transformation. Les données officielles montrent que la production locale d'amandes de cajou dans la première économie ouest-africaine a plus que triplé, passant de 103 103 tonnes en 2020 à 344 000 tonnes en 2024. Et pour cause, le nombre d'usines de transformation actives dans le domaine est passé de 17 à plus de 35 entre 2016 et 2024 selon le ministère de l'Agriculture, sous l'impulsion d' investissements publics et privés.

Parmi les principaux opérateurs figurent notamment le Singapourien Olam et son compatriote Dorado Ivory, le Vietnamien Quang Thien Imex, ainsi que de nombreux opérateurs locaux dont Ecocajou, Eden Foods ou encore Geppa Industries.

Parallèlement à la hausse des exportations, les recettes générées ont aussi augmenté. En 2024, la Côte d'Ivoire a en effet engrangé 249,1 milliards FCFA environ (440,5 millions USD) de recettes grâce à ses exportations d'amandes de cajou. L'enveloppe est en hausse de 95 % par rapport à l'année précédente et représente un montant 6 fois plus élevé que celui engrangé en 2020, soit 65,2 millions USD.

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse, mais la prudence reste de mise

Malgré un 4e repli consécutif de Wall Street en clôture mardi soir, la Bourse suisse devrait entamer la séance de mercredi du bon pied. A l'image de la veille, les investisseurs sont plus que jamais en mode attente, la présentation en soirée des résultats de Nvidia devant leur donner de précieuses indications quant à la croissance de l'intelligence artificielle.

A ce titre, "tout manquement aux résultats sera sanctionné lourdement", avertit John Plassard, associé de la banque Cité Gestion dans son commentaire matinal. Les marchés américains ont terminé la séance de mardi dans une nette humeur de défiance, prolongeant leur série de replis pour une quatrième journée consécutive.
Les investisseurs ont continué de réduire leur exposition face aux doutes croissants sur les valorisations du secteur technologique, à la veille des résultats très attendus de Nvidia. Intéressant de noter que selon les dernières estimations des marchés dérivés et des options, Nvidia pourrait enregistrer un mouvement d'environ 7% après ses résultats ce soir, soit près de 320 milliards de dollars de variation potentielle de capitalisation en une seule séance, ajoute l'expert en investissements.
Cette ampleur reflète un niveau d'attente exceptionnel, rarement observé pour un poids lourd du S&P 500. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, les investisseurs se soucient en premier lieu du niveau stratosphérique des investissements, face aux revenus potentiels du secteur, ajoute Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.
Sur le front des nouvelles macroéconomiques, l'inflation britannique a ralenti en octobre, à 3,6% sur un an. Un ralentissement qui offre un léger répit au gouvernement travailliste en mal de données économiques positives une semaine avant la présentation d'un budget très attendu.
En attendant la performance de Nvidia, les détenteurs de capitaux se pencheront sur l'inflation en Zone Euro ainsi que les Minutes de la Fed.

Indices dans le vert

Du côté de la Bourse suisse, le Swiss Market Index (SMI) a démarré la séance sur une hausse de 0,33%, l'indice phare étoffant très légèrement ses gains dans les premiers échanges pour noter vers 09h12 à 12'529,72 points, soit une progression de 0,38%. Le Swiss Leader Index (SLI) gagnait lui 0,22% à 2016,57 points et l'indicateur élargi Swiss Performance Index (SPI) de 0,28% à 17,191,36 points.
Sur les trente valeurs constitutives du SLI, seules sept gagnaient du terrain, les 23 autres en perdant. En haut de tableau le poids lourd Roche poursuivait la hausse entamée la veille, bondissant de 1,5%. Le géant pharmaceutique, qui a obtenu l'aval de la Commission européenne pour une formulation sous-cutanée du Lunsumio, un traitement pour le lymphome folliculaire en rechute ou réfractaire, était suivi par une autre des quatre plus grosses capitalisations du marché, Nestlé (+0,7%).
Le tribunal de Nanterre a rejeté mardi la demande de l'association de consommateurs UFC-Que Choisir de retirer, rappeler et interdire temporairement la commercialisation des bouteilles d'eau gazeuse Perrier, marque de Nestlé Waters, filiale du géant veveysan éclaboussée par un scandale de traitements interdits.
Le spécialiste des traitements occulaires Alcon (+0,5%) s'installait sur la 3e marche du podium provisoire, alors que deux autres poids lourd, Novartis (+0,1%) et UBS (+0,3%) parvenaient à se joindre au petit groupe de gagnants, en compagnie de Julius Bär (+0,1%), Kühne + Nagel (+0,2%) et Lindt (+0,3%).
En fond de classement, Le fabricant d'accessoires et périphériques informatiques Logitech (-1%) héritait de la lanterne rouge, derrière l'horloger Swatch Group (-0,7%) et le numéro un mondial des arômes et parfums Givaudan (-0,7%).
Les trois autres plus grosses capitalisations du marché, à savoir les géants de la pharma Roche et Novartis et le numéro un mondial de l'alimentation Nestlé se retrouvaient en bas de tableau, tous trois prenant 0,3%. La défensive Swisscom héritait de la lanterne rouge.
Sur le marché élargi, Dätwyler bondissait de 3,1%. Le spécialiste des solutions d'étanchéité a confirmé ses objectifs financiers à moyen terme.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Novembre 2025
Valeur : 21 Novembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.2961	130.3111
1	EUR	EURO	150.8699	150.9133
1	GBP	POUND STERLING	171.1720	171.2367
100	JPY	JAPANESE YEN	83.7702	83.8067
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3258	18.3302
1	CHF	SWISS FRANC	162.9720	163.0723
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0753	93.0927
1	DKK	DANISH KRONE	20.2025	20.2061
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7575	13.7614
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8932	12.8976
1	AED	UAE DIRHAM	35.4731	35.4791
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7419	34.7496
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.2791	424.4661
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9827	44.4247
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1154	14.1170
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8336	23.9560
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2632	3.2733
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.0140	177.0140

LESTÉE PAR LA TECH ET LA FED

Wall Street termine en baisse

La Bourse de New York a clôturé en baisse mardi, les inquiétudes concernant les valorisations des géants de l'intelligence artificielle (IA) continuant de peser sur le marché, de même que les incertitudes autour des taux de la Fed. Le Dow Jones a perdu 1,07%, l'indice Nasdaq s'est replié de 1,21% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 0,83%. "Wall Street adopte une posture prudente face aux inquiétudes liées aux niveaux de valorisation élevés" de certains titres, résume Jose Torres, d'Interactive Brokers. "Une partie des pertes récentes sur le marché s'explique par les appréhensions concernant (...) le domaine de l'intelligence artificielle", précise Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. Les titres des géants de la tech ont atteint des niveaux stratosphériques en Bourse ces derniers mois, poussés par les espoirs que les investissements massifs dans l'IA ouvrent la voie à un nouveau cycle de croissance. Mais les analystes craignent de plus en plus que certaines actions soient allées trop haut, trop vite, menant à la création d'une bulle spéculative autour de l'IA.

POINT-MARCHÉS

Prudence en Europe

Les marchés européens évoluent proches de l'équilibre alors que l'attention des investisseurs est portée sur la publication des résultats trimestriels de Nvidia, après la clôture de Wall Street. Les inquiétudes sont toujours vives concernant les valorisations technologiques dans le secteur de l'IA. A Paris, Vivendi dévisse alors que Vincent Bolloré pourrait obtenir gain de cause sur la scission. Interparfums a légèrement abaissé son objectif de chiffre d'affaires pour 2025. Peu après 12 heures, le CAC 40 perd 0,07%, à 7962,30 points, tandis que l'EuroStoxx50 grappille 0,01% à 5535,18 points.
En Europe, Sage affiche l'une des plus fortes hausses de l'indice FTSE 100 en progressant de 2,65%, à 1104,50 pence, après avoir présenté des résultats meilleurs que prévu et des objectifs robustes. "Sage a encore enregistré de bons résultats au cours de l'exercice 2025 " s'est félicité le directeur général, Steve Hare. "La forte croissance généralisée du chiffre d'affaires et l'augmentation significative des marges reflètent notre focalisation sur l'exécution stratégique, la résilience de notre modèle économique et nos investissements continus dans nos produits, notre plateforme et nos collaborateurs".
Nouveau rebondissement judiciaire pour Vivendi (-13,27% à 2,51 euros) qui accuse ce mercredi la plus forte baisse de l'indice SBF 120 après des révélations du Monde : les conditions de la scission du groupe intervenue fin 2024 et contestée par certains actionnaires minoritaires seraient probablement validées par la Cour de cassation qui doit se prononcer le 28 novembre. Le journal, dans un article publié en ligne, s'appuie sur l'avis de l'avocat général qu'il a pu consulter.
Chutant de 10,14%, à 23,94 euros, Interparfums enregistre un des plus forts replis du SBF 120, après une nouvelle révision à la baisse de son objectif de chiffre d'affaires pour l'exercice 2025. Le créateur de parfums pour les marques Jimmy Choo, Montblanc, Moncler et Karl Lagerfeld anticipe dorénavant un chiffre d'affaires de l'ordre de 890 millions d'euros, alors qu'il était précédemment attendu autour de 900 millions d'euros. Les analystes tablaient jusqu'à présent sur un chiffre d'affaires de 901 millions d'euros sur cet exercice.

Les chiffres macroéconomiques du jour

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 2,1% en octobre 2025, contre 2,2% en septembre, a indiqué Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Un an auparavant, il était de 2,0%. Le taux d'inflation annuel de l'Union européenne s'est établi à 2,5% en octobre 2025, contre 2,6% en septembre. Un an auparavant, il était de 2,3%. Le taux d'inflation annuel est resté stable à 2,4% dans sa version core.
En rythme annuel, l'inflation au Royaume-Uni s'élève en octobre à 3,6% contre 3,5% attendu après 3,8% en septembre. En rythme mensuel, l'inflation ressort à 0,4% comme annoncé après 0% le mois précédent. L'IPC core s'élève à 3,4% en août en rythme annuel, comme attendu, après 3,5% en septembre.
Aux Etats-Unis, les données sur la balance commerciale en août seront publiées à 14h30 avant l'évolution hebdomadaire des stocks de pétrole à 16h30 et les minutes du dernier comité de politique monétaire de la Fed à 20h00. Vers 12h00 l'euro perd 0,09% à 1,1572 dollar.

FRANCE

Les exportations agroalimentaires sont en chute libre

Le commerce extérieur agricole français s'effondre en 2025, avec un excédent presque réduit à zéro, une première depuis près de 50 ans, selon les chiffres mis en lumière par l'Observatoire des exportations alimentaires françaises.

Ce commerce international agricole pourrait être déficitaire pour la première fois depuis près de 50 ans. Sur les huit premiers mois de cette année 2025, la différence entre exportations et importations – ce que l'on appelle le solde – a chuté de 93% pour atteindre seulement 350 millions d'euros contre 4,5 milliards l'année dernière à la même époque. C'est ce que révèle l'Observatoire des exportations alimentaires françaises, mardi 18 novembre. La dégringolade est telle que la différence entre nos exportations et nos importations pourrait être proche de zéro, voire négative, à la fin de cette année, ce qui serait une première depuis 1978. La filière agroalimentaire était pourtant représentée comme un fer de lance de nos exportations. À ce jour, le secteur reste encore le premier poste de notre commerce extérieur devant l'aéronautique, les véhicules et la chimie. La France est en train de perdre cette force, et ce problème est particulièrement visible pour les produits laitiers avec des exportations en baisse de 24% sur un an, contre une diminution estimée 19% pour les céréales et 17% pour la viande.

La faiblesse de l'appareil productif

L'excédent agricole de la France se réduit depuis plusieurs années, mais si la détérioration s'est accélérée ces derniers mois, c'est avant tout lié à deux phénomènes conjugués. Nos capacités d'exportations ont fortement diminué et, dans le même temps, nous avons beaucoup importé de produits agroalimentaires, ce qui a joué en notre défaveur. Cela traduit tout simplement la faiblesse de notre appareil productif.

Ce repli s'accentue particulièrement depuis 2022 avec la détérioration de la situation géopolitique dans le monde. La crise Covid a tenu un rôle déterminant. Les aléas climatiques ont joué aussi un rôle important, tout comme la multiplication des normes par l'administration européenne, qui a entamé la compétitivité de nos produits sur la scène internationale. Sans parler, ces derniers mois, des droits de douane américains, qui ont touché de nombreux secteurs puissants dans nos exportations comme les vins et spiritueux, les produits laitiers et la viande de porc.

ROYAUME-UNI

L'inflation ralentit un peu

L'inflation britannique a ralenti en octobre, à 3,6% sur un an. Un ralentissement qui offre un léger répit au gouvernement travailliste en mal de données économiques positives une semaine avant la présentation d'un budget très attendu. L'indicateur CPI, qui avait stagné à 3,8% trois mois d'affilée, redescend à son niveau de juin, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office national des statistiques (ONS). La ministre des Finances Rachel Reeves a promis d'équilibrer les comptes publics sans étouffer une économie à la peine au Royaume-Uni et présentera son dernier projet de budget le 26 novembre, qui devrait aligner hausses d'impôts et coupes dans les dépenses.

Il s'agit d'une échéance décisive pour le gouvernement du Premier ministre Keir Starmer, au plus bas dans les sondages et contesté jusque dans son camp, au moment où le parti d'extrême droite Reform UK est en tête des intentions de vote. L'inflation a reflué "principalement sous l'effet de la baisse des prix du gaz et de l'électricité, qui ont augmenté moins qu'à la même période l'an dernier", a expliqué Grant Fitzner de l'ONS, qui pointe cependant "l'augmentation des prix alimentaires".

Une inflation élevée freine la consommation et l'investissement. Elle a aussi contraint la Banque d'Angleterre (BoE), au début du mois, à maintenir ses taux d'intérêt à 4%, ce qui pèse sur le coût de la dette du Royaume-Uni. Mais la BoE avait alors dit que, selon ses projections, l'inflation avait atteint un pic en septembre, et qu'elle s'attendaient désormais à voir les hausses de prix ralentir.

Si l'institution décidait de baisser son taux directeur en décembre, cela relâcherait un peu la pression sur l'économie au Royaume-Uni, où la croissance a marqué le pas au troisième trimestre, le PIB ne progressant que de 0,1% selon des chiffres publiés la semaine dernière. "Cette baisse de l'inflation est une bonne nouvelle pour les ménages et les entreprises de tout le pays", a réagi mercredi la ministre des Finances dans un communiqué, se disant "déterminée à faire davantage pour faire baisser les prix".

"Lors du budget de la semaine prochaine, je ferai les choix justes pour répondre aux priorités du public: réduire les listes d'attente dans le système de santé, diminuer la dette nationale et faire baisser le coût de la vie", a assuré Mme Reeves.

SELON UN ÉCONOMISTE RÉPUTÉ

Presque la moitié des États américains seraient déjà en récession

L'économie américaine craque de partout: 22 États des États-Unis sont déjà en récession, selon un avertissement choc signé Mark Zandi, économiste en chef chez Moody's Analytics.

Pendant que Washington tente encore de rassurer la population, les chiffres, eux, parlent fort. Plus de 150 000 emplois ont été supprimés en octobre, la pire saignée pour ce mois depuis plus de 20 ans.

L'inflation qui persiste, la construction résidentielle en chute libre, les mises à pied dans les usines et des salaires qui stagnent composent un cocktail parfait pour une économie qui commence sérieusement à tanguer.

Dans un rapport publié sur MarketWatch, Zandi ne mâche pas ses mots: «L'économie américaine n'est pas en récession, mais elle se bat pour l'éviter.» Selon lui, la situation à l'échelle des États reflète exactement ce qui se passe à l'échelle nationale.

Son équipe a passé au peigne fin une série de données: emploi des ménages, production industrielle, ventes au détail, permis de construction. Résultat: les 50 États ont été classés en trois catégories, soit en récession ou à risque, stables ou en expansion. Selon leur calcul, 22 États sont dans le rouge, et seulement 16 affichent encore une croissance solide. Ensemble, les États en difficulté représentent près du tiers du PIB américain, un poids énorme qui commence à tirer l'économie vers le bas.

Même les géants que sont la Californie et New York montrent des signes d'essoufflement. Pas encore en récession, mais clairement incapables de reprendre de la vitesse. Et si ces deux mastodontes plongent, préviennent les analystes, c'est toute l'économie américaine qui risque d'entraîner le reste du continent avec elle.

Zandi pointe du doigt deux facteurs aggravants: les tarifs commerciaux et une baisse de l'immigration, deux éléments qui frappent particulièrement les grands centres urbains.

Les États que Zandi estime être en récession sont les suivants: le Connecticut, le Delaware, la Géorgie, l'Illinois, l'Iowa, le Kansas, le Maine, le Maryland, le Massachusetts, le Minnesota, le Mississippi, le Montana, le New Hampshire, le New Jersey, l'Oregon, le Rhode Island, le Dakota du Sud, la Virginie, l'État de Washington, Washington D.C., la Virginie-Occidentale et le Wyoming.

CHINE

Pékin suspend ses importations de produits de la mer japonais

La Chine va suspendre ses importations de produits de la mer japonais, ont rapporté mercredi des médias nippons, une nouvelle mesure punitive alors que les deux pays sont en pleine querelle diplomatique depuis des propos de la Première ministre japonaise sur Taïwan. La crise Chine-Japon trouve son origine dans des propos de la Première ministre japonaise, Sanae Takaichi. Elle avait affirmé le 7 novembre que des attaques armées contre Taïwan pourraient justifier l'envoi de soldats japonais pour défendre l'île.Ces déclarations sont considérées comme une provocation par la Chine, qui estime que Taïwan fait partie de son territoire. La semaine dernière, Pékin a convoqué l'ambassadeur du Japon, conseillé à ses citoyens de ne pas voyager au Japon et à ceux qui y étudient d'être prudent.

En rapportant la nouvelle suspension des importations de produits de la mer, les médias japonais, y compris la chaîne NHK, ont cité des sources gouvernementales anonymes.

La Chine explique que cette mesure est nécessaire pour surveiller les eaux usées traitées qui sont rejetées de la centrale nucléaire sinistrée de Fukushima, a indiqué la NHK.

Pékin n'a pas immédiatement confirmé cette nouvelle mesure.

La Chine n'avait que très récemment repris l'achat de ces produits après une interdiction imposée lorsque le Japon avait commencé à rejeter des eaux usées de la centrale nucléaire endommagée de Fukushima en 2023.

En 2023, les cargaisons en direction en Chine continentale comptaient pour 15,6% des exportations de fruits de mer japonais, contre 22,5% en 2022.

Hong Kong représentait 26,1% des exportations de produits de la mer japonais et les Etats-Unis 15,7%.

BRÉSIL

Renault Group investit 616 millions d'euros dans un complexe industriel

Renault Group avait annoncé début novembre avoir finalisé un accord avec Geely pour une coopération poussée au Brésil, marché le plus important en Amérique latine pour l'automobile.

Renault Geely do Brasil, filiale brésilienne du constructeur automobile français dont le groupe chinois Geely détient une participation de 26,4%, va investir près de 616 millions d'euros dans son complexe industriel au sud du Brésil, près de Curitiba, a annoncé mardi le groupe Renault. Renault Group avait annoncé début novembre avoir finalisé un accord avec Geely pour une coopération poussée au Brésil, marché le plus important en Amérique latine pour l'automobile.

Les investissements sont destinés à trois projets, indique la filiale brésilienne dans un communiqué.

D'abord la création d'une plateforme GEA de Geely qui servira de base pour produire deux nouveaux modèles, à partir du second semestre 2026. Les plateformes sont les soubassements techniques qui servent pour toute une famille de véhicules.

Nouveau modèle

Ensuite, le "restylage" d'un modèle de Renault qui sera lancé là aussi au second semestre 2026. Cette opération, dans l'industrie automobile, consiste à mettre à jour un modèle tant sur le plan du style que des technologies. Le groupe Renault n'a pas souhaité communiquer sur le nom de ce modèle. Enfin, la production d'une nouvelle plateforme électrifiée qui sera la base d'un nouveau modèle Renault, dont le lancement est prévu pour 2027. Ces investissements se feront au sein du complexe industriel que possède le groupe Renault à Sao José dos Pinhais (région de Curitiba, dans le sud du pays).

Les groupes Renault et Geely, déjà partenaires dans d'autres sociétés, entendent ainsi "accélérer le développement" de leur marque au Brésil, "en alliant leurs forces industrielle, technologique et commerciale", précise le communiqué.

LOIN DES DISCOURS VOLONTARISTES

TSMC se casse (temporairement ?) les dents sur son usine américaine

Considéré comme l'un des symboles les plus récents de la réindustrialisation américaine voulue autant par Joe Biden que Donald Trump, la nouvelle usine de TSMC en Arizona causerait des déboires financiers au géant taïwanais des semi-conducteurs. Heureusement, ces tracas semblent avant tout transitoires et méritent d'être mis en perspective.

Les lourds investissements consentis ces dernières années par TSMC pour l'ouverture de deux usines aux États-Unis, sont encore loin de permettre à l'entreprise de retomber sur ses pieds d'un point de vue strictement financier. Pire, les frais d'exploitation initiaux de la nouvelle « Fab 2 » du géant taïwanais (qui devrait entrer en phase de production de masse courant 2027) entament significativement les bénéfices de sa filiale américaine.

Produire des puces 3 nm aux États-Unis, une décision coûteuse

C'est ce que l'on apprend du média économique taïwanais Ctee, qui a pu mettre la main sur le dernier bilan financier de TSMC en la matière. On y découvre que les activités de TSMC aux États-Unis ont enregistré une forte baisse de leurs bénéfices d'un trimestre à l'autre, passant de 4,23 milliards de dollars taïwanais (environ 116 millions d'euros) engrangés sur le 2ème trimestre 2025, à 41 millions de dollars taïwanais seulement sur le 3ème trimestre (1,1 millions d'euros). Un chiffre à mettre en perspective : le 4ème trimestre 2024 avait en effet été marqué par une perte de 4,97 milliards de dollars taïwanais, et le 1er trimestre 2025 par un bénéfice de 496 millions de dollars taïwanais.
Comme le souligne Ctee, ces performances financières en dent de scie devrait continuer de survenir à moyen termes. On s'attend en effet à ce que de nouveaux investissements soient requis de la part de TSMC au cours des prochains mois pour accompagner la mise en service à plus grande échelle de cette « Fab 2 », pressentie pour le 2ème trimestre 2026. D'ici là TSMC devra donc continuer d'engager des frais d'aménagement et de construction comme elle l'avait fait auparavant pour son usine « Fab 1 », elle aussi située en Arizona.

Une mauvaise période à passer : celle des lourds investissements

« La ligne de fabrication en 3 nm de l'usine Fab 2 devrait entrer en production de masse en 2027 et, une fois opérationnelle, elle augmentera ses capacités jusqu'à devenir un moteur de croissance essentiel pour le "Made in America" », commente néanmoins Ctee. Le média ajoute par contre que la rentabilité de cette nouvelle usine sera affectée par la hausse des coûts de production (États-Unis oblige) et la tendance à la baisse du prix des puces. L'entrée en scène de concurrents chinois capables de délivrer des puces moins avancées, certes, mais à moindre coûts, joue en effet un rôle dans la renégociation du prix des semi-conducteurs, qui tend ainsi à baisser globalement. Cela ne fait évidemment pas les affaires de TSMC à moyen terme, d'autant moins dans ce contexte de forts investissements aux États-Unis, et alors même que les puces produites outre-Atlantiques coûteront fatalement plus cher à fabriquer que celles produites sur les sites taïwanais du groupe. Cela dit, Ctee ne se fait pas trop de mouron pour TSMC. « L'usine "Fab 1" de TSMC en Arizona est rapidement devenue rentable depuis le début de sa production en série, contribuant ainsi aux revenus d'investissement de la maison mère », lit-on.
Le média ajoute enfin que le risque que représenterait un sur-investissement de la part de TSMC est bien inférieur à celui que représenterait un sous-investissement à l'ère de l'IA. Les revers financiers du groupe dans son aventure américaine ont donc de bonnes chances d'être passagers… même s'il est clair que ces deux usines TSMC localisées en Arizona seront moins profitables que celles basées à Taïwan.

SUNDAR PICHAI (GOOGLE) PRÉVIENT

L'éclatement de la bulle IA fera mal à tout le monde

On se demande de plus en plus si l'on n'est pas actuellement en pleine bulle de l'IA. Et si c'est le cas, il n'y aura que des victimes, estime le patron d'Alphabet, Sundar Pichai. Les montants faramineux qui ne cessent d'affluer dans l'intelligence artificielle ont fini par pousser un certain nombre de personnes à voir dans l'IA une nouvelle bulle financière. C'est ce que pense notamment Michael Burry, l'homme qui avait pronostiqué correctement la crise des subprimes en 2008. Et l'on peut observer depuis des ventes qui interrogent, comme celle des actions de NVIDIA par Softbank, ou celles de Microsoft par Bill Gates.

L'éclatement de la bulle : tous touchés, pour Sundar Pichai

De quoi semer le doute sur une bulle, qui ferait très très mal selon le patron de Google.
L'homme à la tête d'Alphabet (Google), Sundar Pichai, a donné un entretien avec la BBC qui n'est pas particulièrement rassurant.
Si, évidemment, en tant que chef d'un géant bénéficiaire des investissements IA, il affirme que nous vivons un « moment extraordinaire », il a ajouté qu'il y avait bien, sur le marché, des « éléments d'irrationalité ».
De quoi rappeler à certains une époque vieille de plus de 25 ans, et la période folle de la bulle internet. Interrogé par la BBC sur l'exposition d'Alphabet à cette bulle IA, Sundar Pichai estime que même dans ce scénario catastrophe, l'entreprise pourrait faire face.
Mais il a ajouté une prédiction assez sombre : « je pense qu'aucune entreprise ne sera épargnée, y compris la nôtre. »
Une communication qui a lieu au moment même où les Bourses du monde entier attendent avec fébrilité les derniers résultats trimestriels de NVIDIA, qui seront annoncés ce mercredi.

Des valorisations folles atteintes par les géants de la tech américains

Les marchés sont ainsi aujourd'hui à la baisse, tandis que le marché de la cryptomonnaie saigne lui aussi de manière inédite dernièrement.
Il faut dire que les géants américains de la tech ont connu une période comme on en a rarement vu dans la finance, avec, en moins de trois ans, des cours qui ont explosé. Celui de Microsoft a ainsi doublé sur cette période, au point de dépasser à un moment les 4 000 milliards de dollars de valorisation, quand celui d'Alphabet a pu lui tripler. Et il s'agit d'entreprises qui étaient déjà des mastodontes avant cela. Des sociétés comme Palantir ou NVIDIA ont elles vu leur cours au moins être multiplié par dix dans cet intervalle.

La meilleure vente mondiale d'Audi subit deux rappels d'un coup

Le Q5 reste une véritable poule aux œufs d'or pour Audi. Rien qu'en 2024, près de 300 000 exemplaires de ce SUV ont été écoulés dans le monde. Mais certains d'entre eux vont devoir repasser en atelier puisque ce best-seller fait l'objet de deux campagnes de rappel. L'une d'elles est réservée aux versions hybrides rechargeables TFSI e et concerne également quelques A6 ou A7. L'autre est liée à un possible problème mécanique qui engendre un retour en atelier pour plus de 130 000 exemplaires sur la planète.

Après une carrière assez longue, la deuxième génération d'Audi Q5 a fini par accueillir une descendance. Mais aujourd'hui, elle fait à nouveau parler d'elle… même si la marque s'en serait bien passé. Ce SUV à succès fait en effet l'objet de deux rappels officiels. Le plus important d'entre eux concerne uniquement ce modèle. Pas moins de 132 592 exemplaires dans le monde sont touchés, selon les chiffres du ministère des transports allemands KBA. Seuls 5 955 d'entre eux sont toutefois situés outre-Rhin, ce qui laisse présager d'un chiffre encore plus faible en France. L'autre opération de retour en atelier est, elle, limitée aux versions hybrides rechargeables TFSI. En incluant des A6 et A7 avec le même type de motorisation, ce sont cette fois 53 449 véhicules qui sont attendus au garage à l'échelle du globe. Mais au final, cette campagne risque d'être la plus importante des deux en Europe, avec 17 012 voitures à corriger rien qu'en Allemagne.

Quels sont les problèmes à l'origine de ces deux rappels Audi ?

Les problèmes à l'origine de ces deux rappels sont également très différents. Le premier d'entre eux, qui porte le code 15ZK, est lié à une défaillance purement mécanique. Au fil du temps, les vis du couvre-culasse du moteur de certains Q5 pourraient se desserrer. Cela pourrait être à l'origine d'une fuite d'huile, voire d'un départ de feu dans les cas les plus graves. Cela démontre à nouveau que le risque d'incendie est loin d'être réservé aux voitures électriques. Pour corriger ça, les ateliers Audi devront vérifier le serrage de ces vis, puis les remplacer en les serrant conformément aux prescriptions si c'est nécessaire. Cette intervention prendra environ 1 h 30.

L'autre campagne vient pour sa part d'une potentielle surchauffe des modules de la batterie haute tension sur les versions hybrides rechargeables des anciennes générations de Q5, A6 et A7. Encore une fois, cela pourrait dégénérer en incendie.

Mais la solution prévue ne rectifiera pas entièrement le problème. Il s'agit d'une mise à jour logicielle qui dure environ une heure et qui vise d'abord à améliorer les capacités d'autodiagnostic de l'accumulateur, selon le KBA. Cela permettra de mesurer les valeurs dans la batterie en continu afin de pouvoir allumer un voyant "symbole de la batterie" et un message "Système électrique embarqué : Dysfonctionnement ! Veuillez contacter le service après-vente" en cas d'anomalie. Simultanément, la capacité de charge de la batterie est automatiquement réduite jusqu'à la résolution du défaut.

Comment savoir si son Audi Q5, A6 ou A7 est concernée par ce rappel ?

Dans les deux cas, les pièces et la main-d'œuvre seront intégralement pris en charge par le constructeur. La campagne pour les vis de couvre-culasse porte sur des exemplaires de Q5 produits entre le 17 août 2020 et le 23 août 2024.

Celle sur les hybrides rechargeables, elle, est destinée à des Q5, A6 ou A7 dont la construction a eu lieu entre le 1er août 2019 et le 21 août 2024. Attention, ces dates correspondent à la sortie de l'usine. Elles diffèrent de la date de première immatriculation visible sur votre carte grise. De plus, cette plage ne signifie pas que tous les véhicules assemblés durant cette période sont forcément touchés. Malheureusement, vous ne pourrez pas compter sur l'outil en ligne d'Audi destiné à la vérification des rappels pour savoir si votre voiture est concernée.

Ce formulaire se limite en effet ici à la seule affaire Takata, contrairement à ce qui se passe chez beaucoup d'autres constructeurs.

Pour en avoir le cœur net, il faudra donc patienter jusqu'à la réception d'un éventuel courrier, que la marque a l'obligation de vous envoyer si votre véhicule fait l'objet d'une opération de retour en atelier signalée aux autorités.

Ces campagnes visent le plus souvent à corriger des problèmes potentiels de sécurité, comme c'est le cas ici. Pour la fiabilité elle-même, en revanche, les éventuels correctifs sont généralement effectués de manière plus discrète et ciblée. Vos témoignages sur notre formulaire fiabilité sont donc précieux pour nous aider à déceler d'éventuelles pannes récurrentes qui pourraient passer inaperçu. Mais ils sont également utiles si vous avez déjà parcouru un kilométrage significatif sans la moindre difficulté. N'hésitez dès lors pas à y apporter votre contribution.

«ILS ASSEMBLENT DES VOITURES CHINOISES AVEC DES COMPOSANTS CHINOIS ET DU PERSONNEL CHINOIS»

l'UE commence à soupçonner les usines des constructeurs

Stéphane Séjourné, vice-président à la Commission européenne chargé de l'industrie, estime que certains constructeurs présents en Europe jouent un peu trop avec les limites de production, notamment s'agissant des marques chinoises. Il alerte également sur la perte de cerveaux et d'entreprises qui pourrait être dramatique d'ici 2035 sur le Vieux Continent.

A moins de 40 ans, Stéphane Séjourné a déjà une un carrière bien remplie. Député européen, ministre des affaires étrangères… le Versaillais occupe désormais un poste clé souvent de plus en plus souvent cité dans nos colonnes : vice-président de la Commission européenne, chargé de l'industrie et du marché unique. Autant dire qu'il s'agit là d'une fonction parfaitement d'actualité alors que l'automobile en Europe est empêtrée dans une crise aux origines multiples.

Parmi elles, évidemment, la dépendance à la Chine et la concurrence avec les constructeurs originaires de l'Empire du Milieu. A ce sujet, Stéphane Séjourné a visiblement un avis bien tranché. Mais encore faudrait-il que tous les pays membres de l'Union s'entendent. Car si l'UE a bel et bien décidé de durcir le ton avec les Chinois en matière d'importation de véhicules, Stéphane Séjourné note que certains jouent un peu trop avec les limites. Et c'est notamment parce qu'ils ont d'importants intérêts économiques.

Ces usines qui produisent des voitures en kit

Début novembre, Stéphane Séjourné a donné une longue interview au média italien La Stampa. Le vice-président européen est notamment revenu sur cette épineuse question de la concurrence avec l'Asie et l'homme ne mâche pas ses mots.

« Nous devons introduire des conditions aux investissements étrangers en Europe. Je vais prendre l'exemple de la voiture.

Aujourd'hui, certains constructeurs européens assemblent des voitures chinoises avec des composants chinois et des ouvriers chinois : c'est le cas en Espagne et en Hongrie. Ce n'est pas bon ».

L'Espagne et surtout la Hongrie qui font des ponts d'or aux marques chinoises moyennant des conditions d'installation ultra favorables (fiscalité très réduite en Hongrie pour les industriels automobiles). La porte d'entrée de trop pour les Chinois chez nous ?

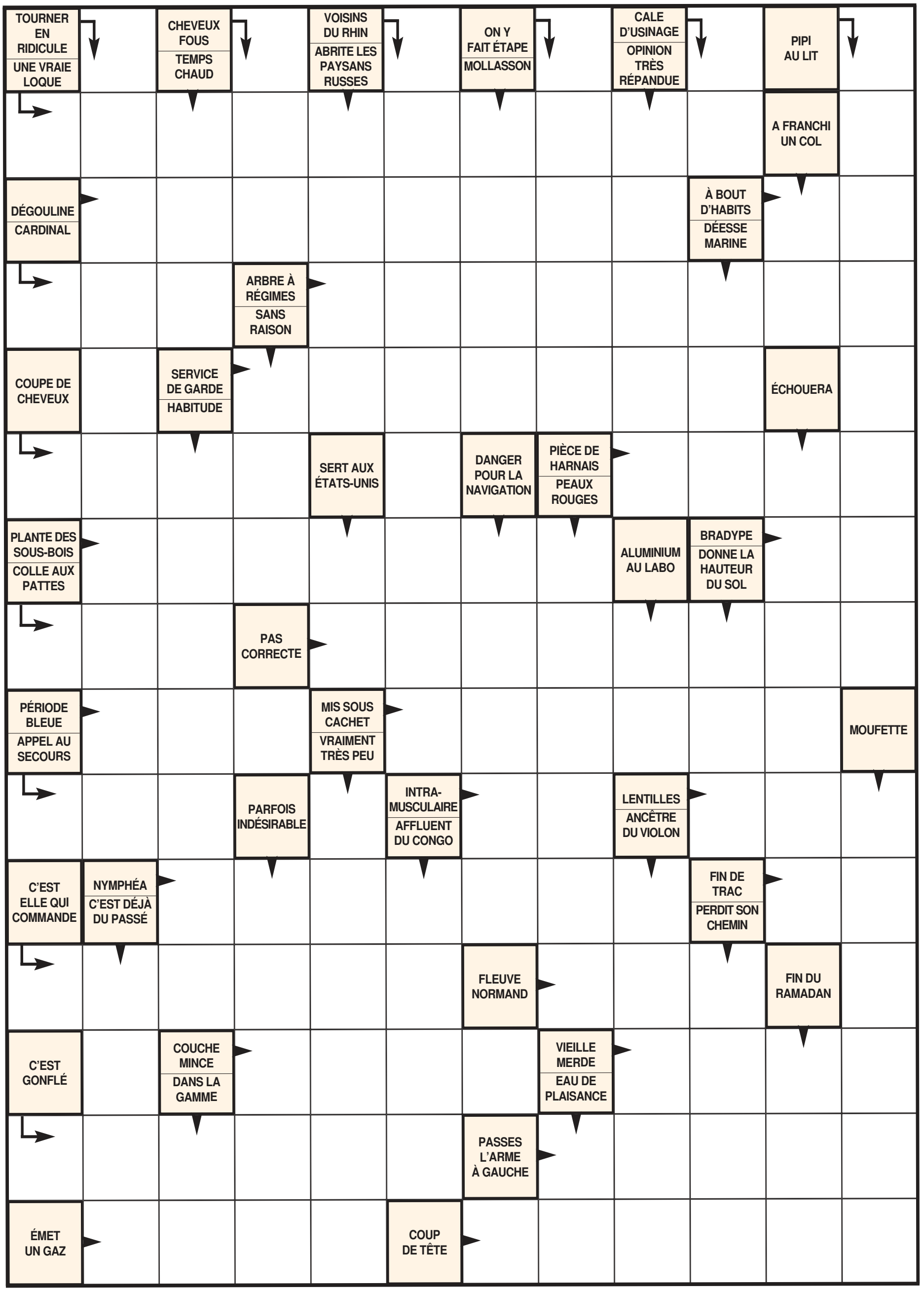
Si Stéphane Séjourné estime que les droits de douane réévalués n'étaient pas nécessaires, il souhaiterait plutôt de la fermeté sur notre sol en matière de production.

Il y aurait de quoi s'inquiéter

Stéphane Séjourné avance également des chiffres plutôt inquiétants sur les pertes industrielles en Europe : « Les chiffres sont encore plus inquiétants. Selon les estimations, d'ici 2035, la part de marché européenne chutera de 70 % à 55 %. La situation est encore plus alarmante pour les composants : de 85 % actuellement, elle passerait sous la barre des 50 %.

La raison de la progression fulgurante des Chinois est simple : le transfert de compétences. En Chine, déjà, avec l'obligation pour les marques européens qui voulaient s'y installer de créer une co-entreprise avec un industriel chinois. Lequel avait alors tout le temps de s'inspirer des techniques et de l'ingénierie occidentale pour ensuite lancer ses propres marques… concurrentes. Sur place, puis en Europe.

Mots fléchés



PÉTROLE:

Le prix du Brent à 64,40 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère baisse, hier, impactés notamment par la hausse des réserves de brut aux Etats-Unis et de l'offre sur le marché. En milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, lâchait 0,76% à 64,40 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, perdait tout juste 0,68% à 60,33 dollars. L'American Petroleum Institute (API), fédération des professionnels américains du secteur, a estimé mardi soir que les stocks de brut avaient augmenté d'environ 4,4 millions de barils la semaine dernière aux Etats-Unis.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 20 novembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

L'intégration Maghrébine : un objectif, un enjeu et un défi

L'objectif semble clair et peut même paraitre évident tant les expériences d'intégration ont toutes été jugées bénéfiques. L'enjeu est aussi évident, et il s'exprime par le questionnement suivant : « Si on fait rien, qu'est ce qui va se passer ? Ou quel est le manque à gagner d'une non-intégration ? ». Le défi renvoie à ce qu'il faut faire pour réussir l'intégration et en tirer profit. C'est ce troisième volet qui est posé aujourd'hui au débat.

La question de l'intégration maghrébine est sur toutes les lèvres au Maghreb comme ailleurs. Le « Coût du Non Maghreb» est aussi un sujet de discussion récurrent. Il est légitime de se poser ces questions d'autant plus que la situation de l'intégration économique maghrébine est paradoxale : une région qui a toutes les caractéristiques pour être la plus intégrée dans le continent et même ailleurs. En effet, les cinq pays du Maghreb partagent beaucoup de points communs, comme la langue, la culture, l'histoire et bien entendu la géographie. La première idée d'intégration politique remonte à l'Etoile Nord-Africaine (ENA) premier mouvement politique revendiquant l'indépendance des pays d'Afrique du Nord, fondée en 1926. Les leaders maghrébins d'avant les indépendances étaient animés par une grande volonté de concrétiser l'intégration du Maghreb. L'extrait suivant de la déclaration finale de la Conférence de Tanger (avril 1958), en est l'illustration : « Nous, les représentants des mouvements de libérations nationales de Tunisie, d'Algérie et du Maroc, proclamons solennellement notre foi en l'unité du Maghreb et notre volonté de la réaliser dès que les conditions s'y prêtent, c'est-à-dire quand les forces françaises et étrangères auront évacué leurs bases de Tunisie et au Maroc et quand l'Algérie sera devenue indépendante. »

Le Maghreb a donc tous les atouts pour réussir une intégration économique. L'Afrique du Nord (Maghreb + Egypte) dispose d'un fort potentiel d'intégration économique sous-exploité. Cette région demeure l'une des moins intégrées du continent. Il est vrai que le facteur politique n'a pas été suffisamment fort pour impulser la dynamique d'intégration héritée à l'indépendance des trois pays. .

Par ailleurs, L'Afrique du Nord représente une importante force économiquesur le continent.

La région représente 22 % de la superficie du continent africain, totalisant en 2019 :

- Une population de plus de 200 millions d'habitants (soit environ 15,5 % de la population totale du continent)
- Un produit intérieur brut (PIB) estimé à 2 505 milliards USD (PPA), un peu plus du tiers du PIB du continent.
- Le désert du Sahara s'étend sur les six pays, représentant parfois plus de 90 % du territoire de certains pays.

Ainsi, Maghreb ou Afrique du Nord, la région demeure la moins intégrée des 6 régions du Continent. Quelques tentatives d'évaluation du Coût de cette non-intégration, en termes de manque à gagner, donnent 1% de taux de croissance pour chaque économie. Les économies de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et celles de l'Afrique Australe (SACU) sont les plus intégrées. Au Maghreb, l'intégration par les échanges de biens et services est très faible : les relations commerciales entre les trois pays limitrophes (Algérie, Tunisie et Libye) représentent des taux dérisoires : 2.97% du total des exportations et 3.71% du total des importations totales des trois pays. La Tunisie se distingue un peu des autres en réalisant 6.33% de son commerce extérieur avec ses deux voisins, alors que l'Algérie n'en concrétise que 2.33% et la Libye 1.88%.

Les pays de l'Afrique du Nord pourront stratégiquement tirer profit de l'ouverture versl'Afrique subsaharienne dont les perspectives économiques sont favorables.

Accélérer le processus d'intégration peut se faire à travers la stratégie régionale d'intégration en facilitant la mise en place des plateformes de transport mais aussi de bases de données commerciales et informationnelles, l'organisation des corridors aux postes frontières et le développement de zones franches, le tout doit être porté par les infrastructures et leur connectivité.

L'Afrique du nord est la région la mieux dotée en infrastructures dans toute l'Afrique, toutefois il y a encore des problèmes de connexion entre les réseaux nationaux.

On dispose actuellement de grandes infrastructures tant au niveau de chaque pays qu'au niveau inter-pays:

- la Route Transsaharienne qui relie les trois pays entre eux et avec les pays du Sahel,
- l'Autoroute Maghrébine qui traverse les 5 pays de l'UMA + l'Egypte,
- le réseau Maghrébin d'énergie qui relie au moins deux pays maghrébins à l'Europe (Medgaz) Algérie-Tunisie- Italie et EuroMed qui relie directement l'Algérie à l'Espagne.
- Le chemin de fer au Maghreb est important (plus de 8000 km) reliant les principales villes, les grands ports et les zones minières.

Pour ce qui est de l'interopérabilité, une étude de l'IPEMED souligne que le réseau remplit les conditions d'intégration puisque l'écartement (1.135 m) est le même sur toute la ligne Marrakech-Tunis. La réouverture récente de la ligne de chemins de fer entre Alger et Tunis est une expression d'une volonté d'aller dans le sens d'une intégration.

L'effet des infrastructures sur la croissance et la productivité est plus important quand il s'agit de vastes régions. Ainsi, les infrastructures sont à l'origine « d'externalités spatiales».

Le développement des infrastructures crée des synergiesentre les différentes régions d'un même pays et entre les pays d'une même région.

L'élargissement des marchés et l'ouverture de nouveaux marchés participent au développement des investissements et à l'approfondissement des Chaines de Valeurs Régionales (CVR)

Les infrastructures permettent aussi de réaliser des économies d'échelle grâce à des localisations de capacités de production pour un marché très large ou l'exploitation commune d'une ressource naturelle.

Les projets communs d'investissements sont très souhaités dans le cadre des politiques d'intégration.

L'effet sur la croissance est lié à l'élargissement de la taille des marchés, aux économies d'échelle et à la synergie que les infrastructures génèrent entre les différents secteurs et les différentes régions et les différents pays.

La question de l'évaluation des impacts de l'intégration régionalesur les indicateurs macroéconomiques tels que l'emploi et la croissance a fait l'objet d'une large littérature de modélisation économétrique.

Ces questions méritent d'être traitées et les réponses seront nécessaires pour les nouvelles politiques d'intégration. Le défi de l'intégration est là, il faut le relever et le plus tôt serait le mieux.

Publicité

ANP

Reddition d'un terroriste et arrestation de huit éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et huit éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période du 12 au 18 novembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 12 au 18 novembre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé Tibari Hafez alias +Guaassaoui+ s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6ème Région militaire, en sa possession un pistolet (1) mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets", note le communiqué. Dans le même contexte, "des détachements de l'ANP ont arrêté 8 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national", ajoute la même source.